

En page 12, notre enquête : «Le temps qu'on nous vole»

DEFFERRE : OPÉRATION MÉTRO

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 7 MAI
DIMANCHE 8 MAI 1977
N°444 1,50 F
Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942
**

8 MAI 1945
Il y a 32 ans :
L'ALLEMAGNE
NAZIE
CAPITULAIT

LIRE P.3

EUROPE : LE SOMMET DE LONDRES

CARTER VEUT IMPOSER SA LOI

La réunion au sommet des chefs d'Etat des pays capitalistes occidentaux les plus riches, qui débute aujourd'hui à Londres, prend cette année, un relief particulier. Y participent, les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne, le Japon, la France, l'Angleterre et l'Italie — et aussi Jenkins, représentant de la CEE.
Mais, plus encore que lors des sommets de 75 et 76, ce sont les USA avec Carter qui vont dominer cette réunion. Le rapport de forces, dans le camp impérialiste occidental en faveur des Etats-Unis s'est en effet accentué depuis l'irruption de la crise il y a deux ans. Et si Carter, à peine au pouvoir, a donné tant d'importance à l'Europe, c'est qu'il entend exploiter rapidement cette situation.

Les gouvernements européens ne voient pas d'autre recours que le protectorat militaire US, face au renforcement continu de l'arsenal soviétique à leurs frontières. Et cela se paye.

Au plan économique, la crise a creusé l'écart entre les pays forts, Allemagne, Japon, USA en tête et le reste, les pays faibles. Pour le commerce extérieur, les pays du Marché Commun, y compris l'Allemagne fédérale, sont tous déficitaires vis-à-vis des Etats-Unis. Le dollar, en subordonnant l'étalon or, a réussi, pour le moment, à reporter sur les monnaies faibles les conséquences de la désorganisation du système monétaire international.

De plus, Carter dont le crédit politique n'a pu être encore entamé, se trouve face à des chefs d'Etat ou de gouvernement qui sont, en général, loin d'être sûrs de se retrouver à la même table l'année prochaine.

Loïn d'être confronté à une Europe qui affirmerait un projet indépendant par rapport aux USA, Carter trouve en son représentant Jenkins, le symbole même de pays européens désunis par la crise et n'ayant pas en général, les moyens de s'opposer au leadership américain.

C'est pourquoi Carter, tout en les colorant du paternalisme propre aux prédicateurs de son Eglise, entend intégrer plus étroitement les pays européens et le Japon, dans un système dominé par les USA et rejeter sur eux le poids de la crise.

Ainsi l'Amérique protectionniste exige que la CEE s'ouvre encore davantage aux produits US, notamment agricoles, et aux produits japonais — pour mieux les éloigner du marché américain.

Ainsi l'Amérique qui a démonétisé l'or, fait pression pour que les économies allemandes et japonaises endossent le poids d'une réévaluation du mark et du yen, et, pour l'Allemagne, fassent le sacrifice d'investir pour stimuler une relance problématique.

Ainsi, l'Amérique, maîtresse du marché pétrolier et largement dominante dans le domaine du nucléaire, prétend casser toute possibilité de politique nucléaire propre ou d'avancée technologique pour des pays comme la France et l'Allemagne.

(LIRE LA SUITE DE L'EDITORIAL EN PAGE 7)

CHIRAC À SOCHAUX
APRÈS SON DÉJEUNER
CHEZ BARRE

PRENDRE LA TÊTE DE LA MAJORITÉ

Lequel était l'hôte de qui ? C'est un peu la question qu'on peut se poser à propos du déjeuner Barre-Chirac. Officiellement, le déjeuner était à l'initiative du premier, mais c'est le second qui garde les mains libres et ses capacités d'offensive au sein de la droite. Certes, Barre et Chirac se sont écoutés, certes, ils ont échangé leurs avis sur la situation, mais l'événement politique, c'était le discours de Sochaux du chef du RPR. Il est vrai que Barre, a bien des soucis, la taxe professionnelle venant s'ajouter aux autres avec «sa» majorité.

(LIRE EN PAGE 3)

Nouveau
procédé
d'enrichissement
de l'uranium

Une
découverte
... politique

LIRE P.6

DJIBOUTI : RÉFÉRENDUM SUR L'INDÉPENDANCE DIMANCHE

UNE VICTOIRE DU PEUPLE DÉJÀ MENACÉE



LIRE EN P.9

Aujourd'hui, Djibouti va accéder à l'indépendance. Le peuple du territoire lutte depuis toujours pour arracher l'indépendance. Mais il ne se satisfait pas d'une indépendance formelle qui verrait la perpétuation, même sous une forme plus ou moins voilée, de la domination française et de la présence de sa base militaire pas plus qu'il n'acceptera de céder aux convoitises de nouveaux «protecteurs».

Parce que sa position à l'entrée de la mer Rouge lui confère une position stratégique d'autant plus importante que des installations portuaires et aériennes existent déjà, Djibouti indépendant est déjà l'enjeu de rivalités importantes qui vont peser et peut-être très brutalement sur l'avenir du territoire.

La rivalité des deux super-puissances représente à cet égard un danger particulièrement important, celles-ci ne manquant pas d'exercer diverses pressions sur les pays voisins de Djibouti.

Les discours tenus par le chef de la junte éthiopienne pendant son premier voyage à Moscou, laissent planer ces menaces, autant que les ambitions réaffirmées des Soviétiques sur la Mer Rouge.

- USINOR THIONVILLE :
Les travailleurs à l'offensive !
Les lettres de mutation brûlées, l'accès à l'usine bloqué plusieurs heures hier !
- FILLOD (FLORANGE) :
Contre les licenciements, seconde journée «Portes Ouvertes» dimanche

LIRE NOS ARTICLES EN P.4

POLITIQUE

PS

LA MOTION «MAJORITAIRE» MACHINE DE GUERRE CONTRE LE CERES

Dès le lendemain des élections municipales, un bruit est répandu par les milieux proches du parti socialiste : Mitterrand a l'intention de réduire le CERES à l'intérieur de sa formation. Un double

prétexte est pris pour s'en prendre à la tendance qui fait systématiquement écho, au sein du PS, aux positions du PCF : d'une part, la mauvaise campagne faite par George Sarre, un de ses

dirigeants, à Paris ; d'autre part, la trop grande complaisance manifestée par ce groupe à l'égard des exigences du PCF dans le cours de la préparation des élections municipales.

Depuis, les différentes prises de position des tendances du parti socialiste ont confirmé que tel sera bien l'enjeu du Congrès de Nantes : la majorité du parti, regroupée autour du premier secrétaire, veut ôter l'essentiel de ses moyens à cette minorité, trop dangereuse sur ses arrières dans le cas d'un gouvernement d'union de la gauche, où il faudrait établir un rapport de force avec le PCF.

Mi-avril, dans le bulletin intérieur «le poing et la rose», Mitterrand publie une lettre aux militants socialistes. Thème général : «L'existence au sein du PS de véritables fractions organisées». Le projet de motion, présenté par le courant majoritaire à la discussion du comité directeur de ce week-end, confirme cette orientation : «Nous proposons que l'unité du parti se fasse autour de cette règle simple : aucun

courant de pensée ne peut disposer de locaux et de moyens financiers qui lui soient propres, prélever des cotisations, organiser en dehors du parti, sans son accord, réunions, stages et séminaires, émettre des propositions publiques différentes de celles dont le parti a souverainement tranché dans ses assises régulières. Si l'accord se faisait là-dessus, la synthèse à laquelle aspirent de nombreux militants pourrait être utilement recherchée, la discussion démocratique au sein du parti retrouvant alors tout son sens.

Le choix est ainsi placé entre les mains du CERES ; ou bien il se soumet aux exigences qui lui sont formulées, et perd de la sorte toute efficacité en tant que courant distinct, avec ses choix politiques propres et les moyens de les assumer ; ou bien il sera une fois de plus réduit, comme depuis

le congrès de Pau en 1975, à l'état d'une minorité ne participant pas à la direction du parti, et n'ayant donc aucun pouvoir sur son orientation.

De son côté, le CERES a très rapidement pris date devant cette offensive : le numéro d'avril de sa revue, «Repère», écrivait : «L'unité du parti n'est pas affaire de dévotion (...). Est-il possible de rappeler, sans se faire accuser de nourrir des pensées rétrogrades, que la cohésion d'un parti démocratique doit plus à sa rigueur politique qu'à sa rigidité salutaire ?» A la majorité qui veut lui imposer des normes d'organisation avant d'engager le débat sur le fond, le CERES répond donc : discutons d'abord, nous verrons ensuite les problèmes des statuts.

De part et d'autre, les adversaires disposent d'atouts qui rendent incertaine l'issue de la bataille. Pour la



La direction du PS en réunion.

majorité, elle peut compter sur un réflexe d'unité du parti, qui joue particulièrement dans un moment où les militants sentent le pouvoir à portée de la main, à condition de faire un dernier effort. Mais le CERES, qui

dénonce «la dérive» du parti socialiste vers des positions droitières, pourrait aussi avoir pour lui tout ce qui, dans le PS renoué, résiste à ce qui rappelle le réformisme à la manière de l'ancienne SFIO. Le bulletin de l'ERIS,

une petite tendance du PS, notait à ce sujet qu'il pouvait bénéficier «des diverses pressions politiques qui s'exercent sur la périphérie du PS : celle du PC, celle du gauchisme, celle de la tradition PSU».

Le CC du PCF

LEROY FAUSSEMENT OPTIMISTE

L'Humanité d'hier publie le rapport de G. Leroy, directeur de ce journal concernant «la presse démocratique dans la lutte pour le changement».

Le problème du PCF est selon lui de faire contre-poids à «l'absolue prédominance des moyens audio-visuels» (Radio et télévision).

Il en vient à constater «la perte d'influence de la presse démocratique - il se révisionniste - qui repré-

sentait 16% du tirage de la presse française en 1946 et plus que 2,5% aujourd'hui»

Etrangement discret sur les transformations qui ont accompagné la nouvelle formule, Leroy les résume à une plus grande ouverture et surtout à une meilleure mise en page. Il s'agit là pour le moins d'un coup d'épée dans l'eau.

L'essor des ventes, tant attendu, ne s'est pas produit. Les chiffres le confirment.

ter afin d'attirer cadres, ingénieurs et techniciens.

LE 2^e COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU

Les deux principaux objectifs n'ayant pas été atteints, M. Leroy décide de poursuivre la transformation de son quotidien ; pour cela, il croit avoir mis le doigt sur le nœud du problème et décide d'engager deux réformes.

En premier lieu, donner toute sa place à la publicité. A cette occasion, il nous livre ses réflexions, auxquelles M. Bienstein Blanchet, directeur de Publicis n'avait jamais pensé. «Il importe de développer une politique juste et offensive de publicité pour notre presse, de surmonter toutes les hésitations à cet égard. En effet, non seulement la publicité est un besoin financier vital pour notre presse, mais elle est une source d'information, d'enrichissement journalistique

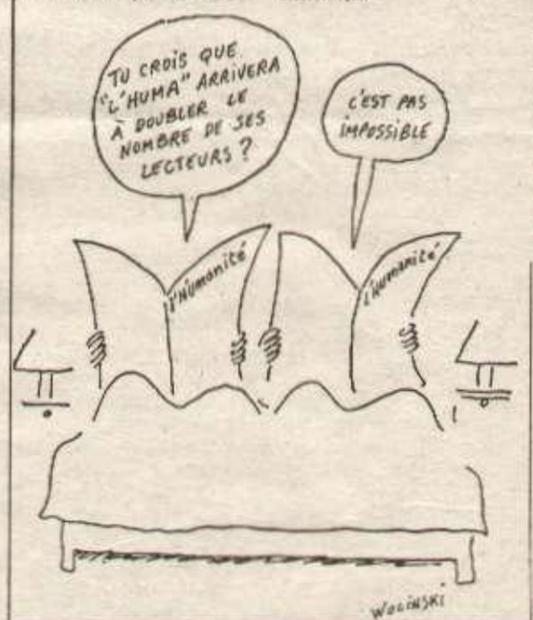
et un moyen d'embellissement de nos journaux».

Deuxième réforme, d'une portée également considérable : celle de ce vaste rassemblement commercial annuel qui porte le nom de fête de l'Humanité.

La vignette sera vendue 2 francs moins cher, seule réelle offensive du PC contre le plan Barre et, XXII^e congrès oblige, on va supprimer encore un peu davantage ce qui pourrait terroriser ces «nouvelles couches - récemment gagnées - à l'union de la gauche» et pourrait leur rappeler le passé ouvrier du PCF : les rues de la fête de l'anisette ne seront plus baptisées des «noms éminents du mouvement révolutionnaire» mais porteront les noms des régions de France...

L'Humanité non seulement est aujourd'hui contrainte de tirer un bilan négatif de sa nouvelle for-

Le Comité central du Parti communiste français, réuni hier, a consacré ses travaux à la place de «l'Humanité» et de la presse communiste dans la lutte pour le changement démocratique.



A la une de L'Humanité d'hier cette caricature : l'optimisme ne règne pas !

mule, mais la poursuite des «réformes» n'a aucune portée sérieuse de ce point de vue. Ce blocage évident dans la définition d'une presse plus efficace n'aurait-il pas quelque relation avec les contradictions au sein du PCF entre partisans et adversaires du développement de la «ligne du 22^e congrès» ?

La décision prise par le comité central de doubler le nombre de lecteurs parvient mal à le masquer. Ce n'est certes pas avec des injonctions du genre, «il faut lire l'Humanité» à l'adresse des militants que l'objectif sera atteint.

François MARCHADIER

Ainsi apprend-on qu'à Rombas (Moselle), région dans laquelle le PCF prétend être à l'avant-garde des sidérurgistes contre les licenciements, «ville de 13 000 habitants qui compte 8 élus» il se lit chaque jour zéro Humanité - pas une de moins. Même chose à Woippy (9 élus).

A Reims, ville récemment conquise par le PCF, 162 personnes seulement jugent utile d'acheter le quotidien du PCF. A Thionville, mairie PCF, sur 250 adhérents, 42 Humanité vendues : un sixième !

Aussi Leroy pose la question : «Comment peut-on croire qu'il est possible de développer l'activité du parti dans des cellules où personne ne lit l'Humanité ?»

Hormis, le caractère fondamentalement sectaire du journal en ce sens qu'il ne donne aux travailleurs de notre pays que le rôle de fai-

re valoir du PCF dans l'actualité, l'explication se trouve dans la défiance de très nombreux lecteurs, militants et même cadres, du parti de Marchais à l'égard du quotidien du PCF.

Leroy le confirme en racontant ce qui est certes plus qu'une anecdote : une information importante n'avait pas suscité de réactions de la part des militants ; «Interrogé, un collaborateur d'une section de travail du CC s'en explique en disant : l'information n'était pas vérifiée, l'Humanité était le seul journal à l'avoir publiée, Le Monde n'en avait rien dit».

Triste bilan d'une nouvelle formule qui avait précisément pour but - hormis l'augmentation de la diffusion dont on a vu ce qu'il en était - de rompre avec ce genre de réactions. Non, l'Humanité ne parvient toujours pas à donner cette image «d'objectivité» qu'elle juge nécessaire de susci-

La sé...
aider p...
l'après-...
Nous...
rapport...
alors q...
le Comi...
Roland...
midi à...
ce rapp...
double...
«C'est...
dans le...
d'assur...
au chas...
se le re...
substan...
du pou...
visuels...
Nous...
le texte...
le Comi...
du Prog...

De et...
salle de...
du P.C...
de bou...
bien p...
de tra...
blanche...
à 250...
Tous...
ques au...
l'origine...

Chirac à Sochaux

DERRIERE LES PROPOS DÉMAGOGIQUES, L'ORGANISATION FASCISANTE DU RPR

Quelques heures après son déjeuner avec Barre, le président du RPR a tenu à Sochaux son premier grand meeting public depuis son élection à la mairie de Paris. Ce meeting revêt une certaine importance pour plusieurs raisons :

- parce qu'il est le premier d'une série qui conduira Chirac dans diverses régions de France,
- parce que le RPR a l'occasion d'avancer ses

propositions de lutte contre le chômage, — et enfin parce que ce meeting s'est tenu dans une zone ouvrière, là où règne Peugeot.

Ces déplacements de Chirac rentrent dans une stratégie de construction du RPR, par des rassemblements les plus nombreux possible, et comme à l'habitude le public est venu de loin.

Pourtant, à la différence des précédents déplacements de Chirac, il ne s'agit pas seulement d'affirmer le mouvement, comme ce fut le cas à Saint-Nazaire par exemple. En plus de son discours, Chirac a eu des contacts avec les instances locales du RPR, dans le but de les renouveler et de préparer ainsi les élections législatives, qui restent la ligne de mire du RPR. Outre cette transformation, dans le sens du rajeunissement, du parti chiracien, cette stratégie électorale passe par « la prise de position sur tous les sujets importants du moment ». Dans l'esprit de Chirac, il s'agit plus de faire entendre la voix du RPR, pour montrer qu'il existe et qu'il agit, que de formuler des propositions cohérentes.

La question du chômage en est un exemple. Comme toute la droite, l'UDR, aujourd'hui RPR, est largement impliquée dans la responsabilité du chômage, et cependant on voit les députés RPR participer aux manifestations des sidérurgistes, ou clamer à la tribune de l'assemblée nationale leur volonté de s'attaquer à « l'inadmissible chômage des jeunes », selon les termes mêmes de Debré.

Hormis ces déclarations véhémentes et démagogiques, quelles sont donc les propositions du RPR en matière de chômage, telles qu'elles ont été définies par une réunion de travail, le 5 avril dernier :

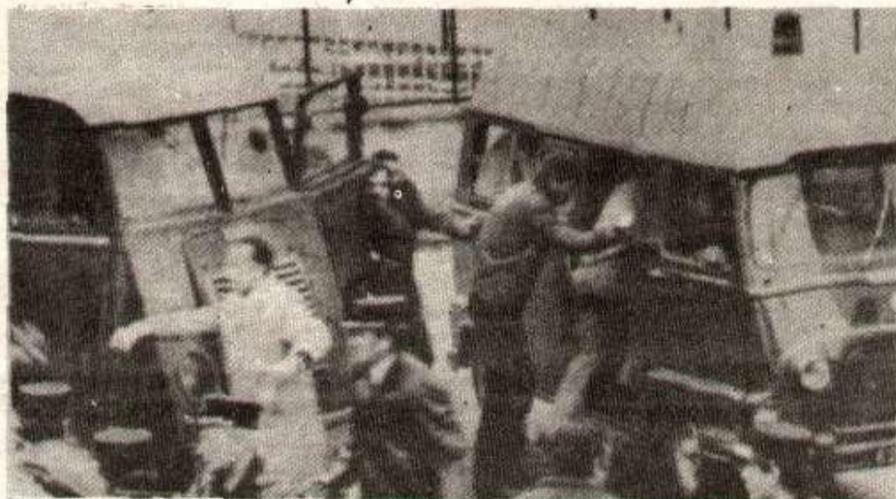
mais le RPR se garde bien de dire s'il s'agit de cela ou d'autre chose ; enfin le RPR souhaite la création d'instance régionale regroupant les différents services s'occupant actuellement de l'emploi. En somme, une réforme de l'ANPE dans le but de mieux organiser le chômage.

dans le monde ouvrier, et d'accroître les quelques sections d'entreprise qu'il possède, et qui sont en très grande majorité composées de cadres.

Ce n'est certainement pas en s'appuyant sur le débat politique des travailleurs, ni en s'appuyant sur les légitimes

revendications de ceux hommes de main de la CFT sont surtout recrutés par l'intermédiaire d'une société intérimaire, l'Intertra, dont le patron est le RPR Tomasini.

La visite de Chirac au « monde ouvrier » aura été plus un visite à la CFT et aux milices patronales, comme son discours aura plus été un discours d'opposition démagogique qu'un énoncé de propositions cohérentes.



Avril 73 : Un commando CFT chassé par les ouvriers de l'usine, s'échappe sous la protection de la police.

Reorganiser le RPR, essayer de montrer sa force, avancer des idées de réforme du chômage, tout cela ne pouvait être mieux fait qu'à Sochaux, là où règne Peugeot, là où existe une des rares sections d'entreprise du RPR, là où la CFT dispose de moyens puissants. Que ce soit dans l'optique des législatives ou même de l'après 78, le RPR a la volonté de s'implanter

mes revendications de ceux hommes de main de la CFT sont surtout recrutés par l'intermédiaire d'une société intérimaire, l'Intertra, dont le patron est le RPR Tomasini.

Anniversaire du 8 mai

LE RPR N'A PLUS DE GAULLISTE QUE LES APPARENCES.

8 mai 1945 : l'armistice signée met un terme à la seconde guerre mondiale. De Gaulle fait immédiatement de cette date une des fêtes nationales, commémorée depuis jusqu'en mai 1975. C'est à ce moment que Giscard annonce brutalement la fin de la commémoration, la remplaçant par une journée « du souvenir », fixée le 11 novembre, date anniversaire de l'armistice de 1918.

Le but recherché est clair : il s'agit de faire l'amalgamé entre la première guerre mondiale, où les masses populaires ne furent que la « chair à canon » des bourgeoisies impérialistes et la seconde, où le peuple pris l'initiative de la lutte armée

contre l'envahisseur fasciste et ses valets en France. On sentait déjà le vent tourner, du temps de Pompidou, lorsque celui-ci prônait la « réconciliation nationale » entre résistants et pétainistes.

La décision de Giscard fut approuvée par Chirac, alors premier ministre. Aujourd'hui, ce 8 mai 1977 va être l'occasion de nombreuses manifestations ; le PCF lance un appel à ses municipalités, le PS profite de sa nouvelle implantation municipale pour prendre au mot Christian Bonnet qui avait expliqué que c'était aux collectivités locales d'organiser ces cérémonies.

Mais plus surprenantes sont les diverses initiatives

prises par la Mairie de Paris (musique militaire au défilé d'anciens combattants, oriflammes bordant les Champs Elysées, « élus » présents dans le défilé...), c'est-à-dire par Chirac.

Pas si surprenantes que ça, en fait, au regard de la nature que s'est donnée le RPR. D'une part, dans la période, celui-ci ne perd pas une occasion de bousculer un peu plus l'autorité de Giscard et il ne pouvait rater celle-ci. D'autre part, Chirac essaye de se poser aujourd'hui comme l'héritier direct de de Gaulle : l'initiative de la création du RPR, au moins du point de vue de la forme et de la mise en scène, se voulait aussi la continuation des RPF et autres UNR !

Barre-Chirac

L'ÉVOLUTION D'UN RAPPORT DE FORCES

A sa sortie de chez le premier ministre, le président du RPR a répété qu'il était favorable à « l'unité de la majorité, dans le respect de la personnalité et de l'indépendance » de ses composantes : air connu des bons comme des mauvais jours, qui permet au RPR de se mouiller le moins possible. L'événement, le seul, aura donc été que cette rencontre ait officiellement lieu. Naturellement, la question de savoir lequel des deux hommes est « le chef de la majorité » n'a pas été tranchée.

Pourtant, beaucoup de choses ont changé depuis l'échange de lettre du mois de janvier : Chirac a réussi son pari des municipales ; il est maire de Paris. Barre n'a pas maintenu sa soi-disante popularité, et il a été mis à mal lors du récent débat parlementaire. Le gouvernement a été transformé, et des gens trop hostiles au RPR, comme Lecanuet et Poniatowski, sont partis. La « majorité » dans son ensemble a subi une grave défaite aux municipales, les divisions se sont accrues.

Cet ensemble de faits a aujourd'hui une conséquence directe : du côté des partis de droite, on essaye de s'organiser. Soisson a pris en main les Républicains Indépendants, et met en pratique, avec ses moyens, les méthodes de Chirac : il veut imposer ses hommes et son style, au détriment des anciens caciques. Même chose du côté des centristes, où Lecanuet reste discret tandis que Barrot, le secrétaire général des démocrates sociaux, multiplie les déclarations. Il ne reste plus qu'aux radicaux à se restructurer, ce qui sera fait à l'issue du congrès de la semaine prochaine, la présidence va se jouer entre JJSS et Edgar Faure.

Un seul point commun à toutes ces modifications : la

volonté affichée de « prendre contact » avec le RPR, de rencontrer Chirac en personne, et de ne pas soutenir de manière trop aveugle le gouvernement Barre-bis. Certes, les divergences de fond demeurent, et il ne faudrait pas voir dans cette volonté d'unité autre chose qu'un mouvement tactique. Il n'en reste pas moins que le déjeuner Barre-Chirac s'effectue dans ce cadre : d'un côté un premier ministre de plus en plus discrédité, dans les masses bien sûr, mais aussi dans ses propres troupes de droite, et de l'autre côté, le leader d'un parti qui dispose d'un rapport de force favorable par rapport aux autres clans de la droite. Fait significatif : ce qui est attendu après ce déjeuner, ce n'est pas l'opinion et les conclusions de Barre, c'est le discours de Chirac à Sochaux !

N. D.

LA VICTOIRE DES PEUPLES

Le 8 mai 1945, lorsque le régime nazi signe sa reddition, c'est avant tout la victoire des peuples qui est consacrée : celle des ouvriers et des paysans qui, dans l'Europe entière, ont résisté les armes à la main contre l'envahisseur fasciste, celle du peuple soviétique qui a apporté une contribution décisive à la destruction des armées nazies. Celle aussi des peuples d'Asie, et au premier rang du peuple chinois, qui ont combattu sur leur continent l'allié asiatique, d'Hitler : le fascisme japonais.

Cette fête, une fraction de la bourgeoisie, qui a participé à la Résistance, qui est parvenue à confisquer leur victoire aux masses, en fera chez nous la sienne ; mais, depuis que les « gaullistes historiques » ont à peu près disparu de la scène politique, le régime, par dessus tout, préfère oublier le temps où les armes étaient entre les mains du peuple.

Olivier LUSSAC

POLITIQUE

Giscard à Londres :

ENTRE MOSCOU ET WASHINGTON...

Dans une interview accordée à un journaliste du Monde, à l'occasion de la conférence de Londres, Giscard d'Estaing a confirmé un certain nombre d'orientations de sa politique extérieure. Pour expliquer son absence au repas qui a rassemblé les autres participants hier soir, il a précisé : «On a dit que la France avait accepté que la conférence, au lieu de se dérouler à sept, se déroule à huit, avec la Communauté Européenne. Mais ce n'est pas du tout ce qui a été décidé à Rome, il a été dit qu'à celles des séances qui auraient à traiter de problèmes communautaires, la Communauté serait représentée. Rien de plus. Alors, j'arrive pour le début de la conférence, qui commence le samedi matin, et cette conférence se tient à Sept.»

Plusieurs des réponses de Giscard témoignent du poids croissant dans la politique internationale française des décisions américaines : à propos du dialogue Nord-Sud : «cela va dépendre, en grande partie, de la position américaine».

A propos de la crise économique : «Si vous consi-

dérez ces problèmes pour la France, ils dépendent en partie de l'attitude américaine, mais aussi des solutions que nous pouvons adopter nous mêmes à l'échelon européen». A propos de l'énergie : «Sur le plan de l'équilibre général des échanges pétroliers, notre propre effort est bien plus qu'annulé par le développement des importations américaines».

C'est sur la question de l'industrie nucléaire que le président de la République a tenté de se démarquer le plus nettement des États Unis : «Notre position repose sur trois orientations. 1) La France a une politique nationale de l'énergie atomique, qu'elle a décidée elle-même, elle continuera à garder la maîtrise de sa politique nucléaire». 2) Les besoins mondiaux en énergie sont tels qu'un grand nombre de pays vont être amenés à se doter d'énergie électrique d'origine nucléaire c'est un besoin légitime de leur part. 3) La manière dont va se développer l'usage énergétique de l'industrie atomique doit être telle qu'elle évite au maximum la prolifération nucléaire, que la France ressent comme un

des fléaux de ce temps». Le souci est évident, c'est celui de maintenir un minimum de capacité concurrentielle à notre impérialisme dans ce domaine. Il s'exprime ailleurs sous une autre forme : «des industries de pointe et de technologie avancée doivent pouvoir se développer en concurrence, sans être écrasées par les grands monopoles technologiques internationaux - cela concerne par exemple l'industrie de l'aviation, l'industrie de l'informatique, la technologie nucléaire : trois domaines où la France s'est heurtée, ces dernières années, à la puissance américaine. Mais le passage sur la «prolifération» indique que la position de Carter devra être prise en compte quand même.

Par rapport à Moscou, Giscard s'est montré conciliant à son habitude : à propos du dialogue nord-sud il estime que la participation des pays de l'Est «est fondamentale». Et, sur la préparation de la conférence de Belgrade, qui doit faire le point sur «la sécurité et la coopération en Europe»,

tant vantées par l'URSS depuis la conférence d'Helsinki, il a affirmé : «La portée d'Helsinki a été sous-estimée au moment de sa signature. Il a été accueilli avec dérision par les milieux occidentaux. Or, je l'ai relu récemment d'un bout à l'autre, et on a mis dans l'accord d'Helsinki une dynamique de la détente qui marque un changement considérable par rapport à tout ce qui était exprimé jusqu'ici. Brejnev ne dirait pas mieux».

Enfin, Giscard a choisi cette occasion pour faire connaître sa réponse à une demande de Debré ; celui-ci avait proposé qu'un «protocole additionnel» soit ajouté au traité sur l'élection du parlement européen au suffrage universel, et adopté par tous les pays, afin qu'une garantie existe que ce parlement ne tenterait pas d'étendre ses compétences. Giscard a dit non : «Juridiquement, le problème ne se pose pas. La France n'a pas l'intention de demander la négociation d'un protocole additionnel».

«LE MANIFESTE POUR LE SOCIALISME» PRÉSENTÉ A LA PRESSE

Le Manifeste pour le Socialisme du Parti Communiste Révolutionnaire est paru. Il était hier présenté à la presse. Dans son exposé, le responsable à la propagande du parti soulignait les caractéristiques de la période, les contradictions qui secouent la droite au pouvoir, son lent mais sûr déclin, le contenu profondément bourgeois des propositions de la gauche et leurs divergences de fond sous leur unité de façade. Dans ces conditions, il appartient aux Communistes Révolutionnaires de préciser leurs perspectives stratégiques de commencer à définir les bases de la société socialiste qu'ils proposent aux travailleurs de construire. C'est la tâche qu'ils ont prise en mains et qui s'est concrétisée par la parution du «Manifeste pour le socialisme». En réponse à une question, il était précisé que dans cette période où le PCF a renoncé officiellement à la Dictature du prolétariat, il était du devoir des Communistes authentiques de réhabiliter ce concept et pour le faire de préciser le contenu de ce pouvoir des masses qui «se construit par le bas» et auquel il ne

saurait être question de substituer aucune autre forme de pouvoir.

C'est la première fois en France que la perspective socialiste est ainsi définie. Même s'il n'est pas possible aujourd'hui de définir dans le détail ce que seront ces «communautés de base» à l'aide desquelles les masses travailleuses exerceront effectivement leur pouvoir, il était nécessaire, urgent à l'heure où la question du changement de société est posée à large échelle dans les masses, au moment où le débat est intense sur cette question, d'offrir une perspective crédible, un projet élaboré de cette société socialiste que nous voulons construire. C'est l'objectif de cette première édition du «Manifeste pour le socialisme» qui prend ainsi toute sa place dans la campagne de propagande du PCRml et doit porter du même coup le débat à un niveau supérieur. Sur la base de la confrontation avec les masses, de la discussion, des idées contenues dans le Manifeste, d'autres éditions enrichies de ce débat seront produites.

LUTTES OUVRIÈRES

Usinor Thionville

Les travailleurs ont déchiré leurs lettres de mutation : débrayages tournants dès ce matin

Hier matin, vers dix heures, la production a été totalement arrêtée à Usinor Thionville. La totalité des sidérurgistes du poste du matin ont répondu à l'appel de l'intersyndicale. Après les prises de parole des différents syndicats devant les bureaux de la direction, ce sont environ 2 500 sidérurgistes en casques et tenue de travail, qui sont sortis de l'usine. Après avoir brûlé des lettres de mutation devant le portier, ils ont bloqué les principaux accès de la ville de Thionville, au bout du rond point Merlin, ainsi que l'autoroute Thionville Metz et cela jusqu'à 13 heures. Cette nouvelle initiative a donné une nouvelle fois la preuve de la grande combativité dont font preuve les travailleurs d'Usinor. «Maintenant, il faut franchir un cran supérieur» devait déclarer le responsable de la CFDT Usinor Thionville, re-

joignant en cela l'avis quasi unanime des sidérurgistes de Thionville... A Thionville, l'esprit d'offensive se renforce. La CFDT a une nouvelle fois souligné qu'actuellement «la situation était extrêmement favorable : avec l'arrêt du haut-fourneau 4 à Dunkerque, les patrons d'Usinor ont besoin de Thionville, voilà ce qui explique la réduction du chômage partiel à Thionville. C'est donc bien maintenant qu'il faut agir, il faut se battre partout dans le groupe Usinor, d'autant plus qu'autour de nous, l'action se développe».

Dès ce matin, les grèves tournantes vont être lancées sur Thionville, et des grèves tournantes dans tous les groupes sont prévues dans les jours à venir. «Par ce type d'action, nous préparons le terrain et l'occupation active et solide s'organise».

«Thionville vivra», «travailleurs oui, Chômeurs non», «union, action, occupation», «De Thionville à Dunkerque, c'est tous ensemble qu'il faut frapper !»

Ces slogans étaient largement repris hier.

Cet esprit offensif met bien en peine les gens du PCF. Ce n'est qu'au dernier moment, un quart d'heure avant la fin de la manifestation, que quelques élus du PCF se sont joints aux travailleurs d'Usinor. Il faut dire que ces messieurs, n'avaient pas du tout envisagé une sortie à l'extérieur de l'usine... Plus que jamais, la situation est favorable pour une occupation active à Thionville et une généralisation de l'action !

Correspondant Thionville

CAT (Besançon)

TROIS TRAVAILLEURS INCULPÉS DE VOL ET RECEL PAR L'ADJOINT AU MAIRE «SOCIALISTE» !

Au CAT (Centre d'Aide au Travail) de Besançon, la bourgeoisie s'acharne contre les travailleurs en lutte depuis plus de deux mois, qui occupent leur usine.

En effet, au cours d'une réunion du conseil d'administration, au cours du mois dernier, les administrateurs ont été amenés à prendre position sur deux demandes de plainte proposées par le syndicat, M^e Jacquot, bien connu des travailleurs de Lip ; la première, une plainte contre la direction pour mauvaise gestion, l'autre plainte était dirigée contre les travailleurs pour «Vol du fichier des clients et vente sauvage». Bien sûr c'est la seconde qui a été adoptée par le président du conseil d'Administration, premier adjoint socialiste, membre du conseil municipal d'union de la gauche. Pour les administrateurs, représentants de la bourgeoisie, il faut faire payer cher aux travailleurs leur révolte contre les licenciements, contre les bas salaires des handicapés. Trois de nos camarades sont désormais inculpés pour «vol, recel, complicité». Nous voulons ne pas être considérés comme

des truands mais comme des travailleurs défendant leurs droits légitimes. Nous appelons à la construction d'un large soutien à l'ensemble des travailleurs du CAT pour refuser les licenciements, pour la garantie du SMIC des handicapés, pour faire front aux attaques de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, la municipalité d'union de la gauche entretient le doute chez les travailleurs en maintenant

une attitude équivoque face à ses représentants au sein du conseil d'administration tantôt attaquant mollement leurs décisions, tantôt les soutenant.

Les travailleurs n'ont pour eux qu'une seule solution : la lutte. Non pas un semblant de lutte dirigée dans l'attente des élections législatives l'année prochaine, mais une offensive d'ensemble.

Correspondant CAT

La lutte continue chez Fillod et Soloci : journée «portes ouvertes» dimanche à Fillod (Florange)

Deux initiatives pour soutenir l'occupation viennent d'être prises :

- un tournoi de football est organisé par les travailleurs de Soloci avec la participation de nombreuses entreprises de la région de Thionville, le samedi 7 dès 12 h 30, au stade de Koenigsmacker (meeting à 15 h)

- d'autre part, les travailleurs de Fillod organisent une nouvelle journée «portes ouvertes» de 14 h 00 à 18 h le dimanche 8 mai à Florange

LUTTES OUVRIERES

Nancy : Berger-Levrault (imprimerie du Labeur)

LUTTE CONTRE UN PATRON DE CHOC

Déjà il y a plus d'un mois, aux presses Offset, secteur réputé peu combatif, une grève s'engageait pour une augmentation de 50 centimes : revendication posée par les ouvriers eux-mêmes en rupture avec les habituelles augmentations de salaires en pourcentage. A ce moment, la section syndicale CGT ne juge pas le moment opportun pour généraliser la lutte, mais dépose un cahier de revendications qui reprend l'idée d'augmentation uniforme, réclame une réduction d'horaire à 40 heures, 10 jours pour soigner un enfant malade et

des panneaux syndicaux dans les ateliers, ainsi que la revalorisation du point 100 pour l'usine. Suite au dépôt de ce cahier de revendications, ont lieu des grèves tournantes, (une heure le matin, une heure l'après-midi) à des heures différentes selon les ateliers, ceci dans le but de désorganiser la production. L'attitude de la direction : depuis le début, c'est l'intransigeance. La direction accepte de négocier uniquement sur une réduction d'horaire d'une heure. Mais sur les salaires, c'est le blocage complet, la direction s'appuyant sur le plan Barre.

La direction invoque « la situation économique », la conjoncture, mais pourtant, lors de la dernière réunion du Comité d'Entreprise, il était indiqué que le chiffre des ventes avait augmenté de 15% en mars 77, par rapport à mars 76. Non, les travailleurs de chez Berger Levrault ne se laissent pas abuser par ces éternels arguments de patron ! Pas d'augmentation depuis janvier chez Berger Levrault, et un grand nombre de salaires en dessous de 2 000 F même pour les personnes ayant des dizaines d'années d'ancienneté ! On ne peut plus vivre de cette façon !

Mercredi dernier, lors de l'assemblée générale des grévistes, à l'appel de la section CGT, un premier bilan est fait de l'action engagée : les grèves tournantes d'une heure, suivies par la majorité des ouvriers, n'ont pas fait bouger la position de la direction. Il

faut donc durcir le mouvement : l'occupation, bloquer les portes, faire mal aux patrons, en faisant perdre le minimum d'argent aux ouvriers. Ces idées-là sont défendues par bon nombre d'ouvriers et pas seulement par les jeunes. Les plus anciens rappellent l'expérience de 36 et de 68 pour défendre l'idée d'occupation. Un problème important est également posé : celui de rallier la totalité des ouvriers à la grève en discutant avec les non-grévistes, en cherchant à les convaincre de la nécessité de la lutte. Mais parmi les délégués CGT, il n'y a pas d'unité sur l'idée d'occupation immédiate. La décision est donc prise de continuer les grèves tournantes deux heures le matin, deux heures l'après-midi.

Jeudi matin, 5 mai, au cours de la première heure de débrayage, l'idée d'aller

occuper les bureaux pour forcer le patron à négocier commence à circuler, et à 10 heures, c'est une centaine d'ouvriers qui se retrouvent à l'atelier-façonnage. Le cortège va circuler dans tous les ateliers engageant la discussion avec ceux qui n'ont pas encore arrêté le travail : « Allez, venez avec nous, tous en grève ». Chaque ouvrier gagné à la grève, se joint au cortège sous les applaudissements des grévistes. Le cortège continue jusqu'au bureau de la direction, gros de plus de 200 travailleurs. Devant le bureau du directeur, c'est toujours le même refus de négocier et même un cadre de l'entreprise ira jusqu'à bousculer un gréviste. Le reste de la matinée, des groupes vont discuter dans les ateliers, discussions très riches entre grévistes et non grévistes, qui se regardaient jusqu'à présent en « chiens de faïen-

ce ». Maintenant, devant les arguments des grévistes, et renforcés par le passage du cortège dans les ateliers, de nombreux ouvriers se décident à rallier le mouvement. A 13 h 30, l'assemblée générale décide l'occupation des locaux. L'après-midi, c'est l'ensemble des grévistes qui organisent une « visite » de toute l'usine pour montrer la force du mouvement à ceux qui travaillent encore (30% environ de l'ensemble de la boîte). Cette visite se fait dans la joie, mais sous la mine un peu crispée de l'encadrement. La solidarité s'organise aussi : un groupe de grévistes se rend dans une autre imprimerie du labeur de Nancy où la collecte recueille 260 F auprès d'une cinquantaine de travailleurs. Voilà bien un encouragement à continuer la lutte.

Corr. Nancy

General Motors
(Gennevilliers)

APRES TROIS SEMAINES DE LUTTE, ACCENTUATION DE LA RÉPRESSION

Il y a plusieurs semaines, les travailleurs et travailleuses de l'entreprise General Motors à Gennevilliers reprenaient le travail après avoir mené trois semaines de lutte. Cette lutte jouissait d'un soutien important, les milliers de travailleurs des usines voisines qui ont débrayé suite à l'intervention policière, l'ont montré. Mais les grévistes reprenaient sans rien, les directions syndicales et notamment celle de la CGT appelaient à la reprise sans offrir aucune perspective pour continuer le mouvement après l'expulsion.

Aujourd'hui, la direction de l'usine veut pousser son avantage : elle vient de mettre à pied trois jours, le secrétaire CGT ! Cela n'est d'ailleurs que le cas le plus criant de la répression qui s'est abattue ces derniers jours sur les travailleurs : interdictions des réunions dans les ateliers, contrôles sévères des heures de délégation, refus des permanences syndicales, se multiplient. En guise d'appel à l'action, les éléments révisionnistes expliquent que c'est le résultat de la victoire remportée lors de la dernière lutte, à ceux qui veulent l'entendre. Ils ne sont pas énormément nombreux ; beaucoup plus commencent à tirer un autre bilan des trois semaines de lutte.

Fillod (Florange)

Les ouvriers bloquent le trafic ferroviaire de la SOLLAC

La lutte contre les 12 licenciements se poursuit.

Comme le soulignait un travailleur de Fillod : « De toute façon, ce ne sont pas les non-grévistes (principalement des cadres et des employés) qui pourront redémarrer l'usine ». Hier matin, pendant que des négociations s'engageaient à la sous-préfecture, les « Fillod » bloquaient la route devant le portier de Sollac-Ebange, ainsi que le trafic ferroviaire de Sollac, pendant plus d'une heure, et cela, avec le soutien de délégations de Sacilor, de Sollac, de Sotracomet, de la SAFE, de Soloci...

Comme à Soloci, la détermination des travailleurs

de Fillod, l'occupation active de leur entreprise, la coordination qu'ils ont mis au point avec les autres boîtes en lutte, la solidarité qu'ils ont su construire autour de leur lutte sont autant de garanties pour une victoire totale, et sont un exemple pour les autres sidérurgistes et les autres travailleurs de la région.

Corr. Fillod

Pour tout soutien financier « Solidarité travailleurs de Fillod en lutte pour leur emploi »

Sogenal-Hayange
N° de compte :
42 320 57 966-1
Adresse bancaire :
B.P. 8
57290 Fameck

**TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN
636.73.76.**



Nouvelles des Bouches du Rhône

Dans l'A.P. 13 de cette semaine...

INTÉRIM EN LUTTE !

Les travailleurs intérimaires de la savonnerie UGSM du groupe UNIPOL s'organisent ; dans cette entreprise où l'on fabrique du savon et de la lessive, la proportion de travailleurs intérimaires dépasse parfois largement celle de titulaires.

Cela fait la troisième fois en trois semaines que les travailleurs de cette entreprise ont déposé un cahier de revendications, mais toujours sans résultat...

Mardi dernier, les travailleurs, qui sont organisés en syndicat CFDT, ont débrayé durant deux heures, chaque quart, avec arrêt total des machines, ce qui diminue la production de près de 50 %, ceci pour donner un premier avertissement à la direction...

Les intérimaires, loin de rester à l'arrière garde de la lutte, se sont joints aux titulaires, en présentant aussi des revendications spécifiques, de quatre ordres :

- Rythme de travail régulier (c'est-à-dire le choix de travailler au quart de son choix) ;
- A poste égal, travail égal ;
- Une prime de vacances proportionnelle au temps de présence ;
- Titularisation des travailleurs intérimaires sur place.

D'ores et déjà, les intérimaires s'organisent et amplifient leur lutte : la semaine dernière, des affiches ont été collées sur les vitres des bureaux de recrutement, appelant les travailleurs concernés à la manifestation du 1^{er} mai, pour se retrouver ce dimanche sous la banderoles, avec des mots d'ordre tels que : « Non aux marchands d'esclaves !!! ».

LES TRAVAILLEURS DE «VINCO» EN LUTTE DEPUIS LE 7 AVRIL

« Vinco » est une entreprise où l'on fabrique du mobilier de bureau ; situés au 376 rue de Lyon, dans le 15^e arrondissement, les ateliers de Marseille sont spécialisés dans la vente et la pose du matériel ; la construction étant effectuée à Dieppe, dans le Nord de la France, où sont employés plus de 4 000 travailleurs pour la fabrication du mobilier.

Depuis le début avril la direction voulait réduire le nombre d'heures hebdomadaires, ce qui devait entraîner une perte de salaire de plus de 120 F par mois... Mais les travailleurs n'allaient pas l'entendre de cette oreille, d'autant plus que cette perte de salaire ramenait leur paye avant l'augmentation de 76/Décembre, et qu'il n'en était pas de même pour les prix !

Les 7 ouvriers de l'entreprise, organisés à la CFDT, se mirent donc en grève totale le 7 avril dernier et depuis lors, ils tiennent toujours ! De plus, une tentative de coordination des travailleurs de Marseille et de Dieppe est en cours ; cela devrait se traduire par des collectes et des débrayages à l'usine dieppoise, pour soutenir les camarades marseillais qui portent haut leur moral !

SAMAT (VITROLLES) : POUR LA SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

Pour la sauvegarde de l'emploi (risque de fermeture de l'entreprise : compression du personnel, restructuration), les travailleurs routiers de la SAMAT à l'appel de leurs syndicats CGT et CNCR (Confédération nationale des conducteurs routiers) sont en grève depuis le 21 avril dernier.

La détermination du personnel qui met en cause la mauvaise gestion, se heurte à la volonté du PDG qui paraît décidé à mener à bien sa restructuration.

TRAVAUX DU MIDI : 413 LICENCIÉS !!

Le « Jeu de quille » patronal que nous dénonçons la semaine dernière atteint bel et bien les « Travaux du Midi » : il s'agit ici de 413 licenciements qui sont annoncés par la direction !

Les travailleurs ne sont pas disposés à se laisser traiter ainsi, et, à l'appel de leur syndicat CGT, ils étaient des centaines à entamer une première riposte, le jeudi 28 avril dernier, par un débrayage massif et déterminé.

Ce jour là, le comité d'établissement était convoqué par la direction des Travaux du Midi, vers les 11 heures, de nombreuses délégations de chantiers des environs et de Marseille sont venues pour appuyer leurs représentants dans l'âpre bataille qui s'annonce, car, la direction maintient ses positions et sa volonté de licencier.

Dès lundi matin 2 mai, une réunion intersyndicale (CGT-CFTC-FO-CGC) tentera de mettre en place un plan coordonné de riposte.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nuage toxique à St Fons

6 500 tonnes d'acide arsenique ont été déversées dans les eaux du Rhône dans la nuit de vendredi à samedi dernier par l'usine Rhône Poulenc Polymère. La crue de fleuve, due aux fortes pluies a permis de limiter les dégâts. Le 27 avril un incident à l'unité de fabrication de l'Oleum a dégagé un nuage d'anhydride sulfurique qui est tombé à 800 mètres sur le parking d'une autre unité Rhône Poulenc. Un ouvrier a été brûlé au visage et aux épaules et 400 voitures ont eu leur peinture endommagée. 70% d'entre elles devront être totalement repeintes. Rhône Poulenc Saint Fons dégage dans l'atmosphère 5 tonnes de produit sulfureux par jour, avec l'autorisation de la préfecture... La désulfuration des rejets est considérée comme trop onéreuse par le trust.

Rassemblement au Pellerin contre la centrale nucléaire

La coordination des comités anti-nucléaires de Basse-Loire organise ce dimanche 8 mai un rassemblement au Pellerin (Loire-Atlantique) contre l'implantation d'une centrale nucléaire sur cette commune. Une grande fête sera organisée sur les lieux avec musique, pique-nique, jeux... manifestations et forums.

Visites médicales : 11% de plus d'ici à février 78 !

Les caisses d'Assurance Maladie et la Fédération des Médecins de France sont tombés d'accord sur une série de hausses des consultations et des visites. Ces hausses se feront en trois étapes.

Au 15 mai, 1^{er} octobre et 1^{er} janvier 78.

En médecine générale, la consultation passera de 32 à 33 francs au 15 mai et 34 francs au 1^{er} octobre. La visite passera de 44 à 45 francs, puis 47 francs au 1^{er} octobre et 49 francs au 1^{er} janvier.

La consultation de spécialiste passera à 50 puis 51 francs, la visite de 60 à 62 francs le 1^{er} janvier !

L'acte de chirurgie passe de 7,20 F, puis 7,60 F. Le forfait accouchement passe de 450 francs à 475 francs !

L'autre syndicat médical, la CSMF juge ces augmentations « insignifiantes dans le contexte économique actuel » !

En même temps que les salaires sont bloqués, Barre «graisse la patte» des professions libérales. Deux poids, deux mesures !

Corse : le tribunal de Bastia demande l'expulsion des occupants des domaines

Le tribunal de grande instance de Bastia, en référé, a ordonné l'évacuation des paysans corses qui occupent depuis près de trois mois six domaines de colons rapatriés d'Algérie déclarés en faillite. Les paysans corses veulent s'opposer à ce que ces domaines soient acquis par d'autres colons, ils exigent qu'ils reviennent à des paysans corses.

Un avocat poursuivi : la limite des droits de la défense

M^{re} Zaoui, avocat, est poursuivi pour «outrages à magistrat en cours d'audience». Il avait demandé au président la sortie pendant une audience, de deux témoins de l'accusation et de leurs amis, comme la loi l'exige, au moins pour les témoins. Le président avait accepté la sortie des témoins, mais pas celle de leurs amis, ce qui évidemment risquait de communiquer aux témoins de l'accusation des renseignements sur l'audience. M^{re} Zaoui a pris le public à témoin et contesté l'attitude du président. C'est ce qui l'a amené à comparaître pour outrages à magistrats, devant les mêmes magistrats, juges et partie ! Le jugement sera rendu le 12 mai, M^{re} Zaoui risque une suspension temporaire.

Le film «La Question tourné d'après le livre d'Henri Alleg par Laurent Heynemann, qui traite de la torture utilisée par l'armée française contre les patriotes algériens et ceux qui combattaient à leurs côtés est la

cible d'attaques convergentes. Il a d'abord été interdit aux moins de 18 ans par le ministre d'Ornano, et il a été victime de deux attentats : bombes fumigènes dans deux cinémas qui le projettent à Paris.

Conférence de Salzbourg

Le nouveau procédé français d'enrichissement de l'uranium : UNE DÉCOUVERTE POLITIQUE

La conférence de Salzbourg sur le cycle du combustible nucléaire a été marquée hier par la communication de Giraud, directeur du CEA sur le nouveau procédé français d'enrichissement de l'uranium à des fins exclusivement civiles. Depuis l'annonce de cette découverte, une firme allemande a communiqué qu'elle avait mis au point un procédé du même type.

L'intérêt de cette découverte qui tombe à point pour l'impérialisme français est plus politique que scientifique, car elle lui donne des arguments pour l'exportation de centrales et d'usines d'enrichissement dans la mesure où le risque de dissémination de l'arme nucléaire prétexté par les USA pour interdire ces exportations est écarté.

Le gouvernement français a signifié quelles étaient ses ambitions commerciales en proposant une coopération internationale pour l'utilisation de son procédé. C'est annoncer en termes diplomatiques qu'il est prêt à commercialiser sa méthode d'enrichissement.

Il est toutefois à remarquer que d'ici la mise au point industrielle de ce procédé, plusieurs années s'écouleront, pendant lesquelles, les USA maintiendront leurs interdits. D'autre part, les USA qui ont avec l'URSS le monopole de la production de l'uranium enrichi peuvent exercer des pressions sur les pays euro-

péens qui dépendent d'eux pour l'alimentation de leurs centrales. Ils peuvent les contraindre par ce moyen à ne pas exploiter leur avancée technologique pour les concurrencer sur le marché international du nucléaire. Il en sera fortement question au sommet de Londres des pays industrialisés occidentaux.

Le conseil municipal de Ploumoguer (Finistère) s'est prononcé à l'unanimité contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire sur le territoire de la commune. Et le conseil de cette petite commune a fait la suggestion intéressante de l'installation d'une centrale thermique non-nucléaire et de puissance modérée à Brest, pour couvrir les besoins de la région.



Usine d'enrichissement d'uranium de Pierrelatte qui a enrichi l'uranium des premières bombes françaises.

LES DIFFÉRENTS PROCÉDÉS D'ENRICHISSEMENT

Tout le problème de l'enrichissement de l'uranium est d'arriver, à partir de l'uranium naturel qui est extrêmement pauvre en uranium 235, seul isotope fissile, d'augmenter cette proportion pour obtenir un combustible utilisable dans les centrales à eau légère, c'est-à-dire jusqu'à une proportion de 3%. Les différents procédés utilisés visent à séparer les isotopes 235 des isotopes 238 en jouant sur leurs différences physiques : masse notamment.

La diffusion gazeuse consiste à faire traverser à un composé gazeux de l'uranium (hexafluorure d'uranium) une barrière poreuse. Du fait de leur différence de masse, les deux isotopes diffusent à travers cette barrière à des vitesses différentes.

Un second procédé en voie de mise au point industrielle est l'ultracentrifugation. Le principe en est

simple et utilisé dans de multiples domaines. Lorsqu'on fait tourner très rapidement de l'hexafluorure d'uranium gazeux, les molécules les plus lourdes U 238, sont envoyées vers l'extérieur, les plus légères U 235 sont ramenées vers le centre.

Un troisième procédé est mis au point par l'Afrique du Sud : la détente en tuyères. Un jet d'hexafluorure gazeux est projeté contre une paroi courbe. Les molécules d'uranium 238 suivent une trajectoire moins courbe que celles d'uranium 235, permettant la séparation. Le procédé français, selon les premières déclarations de Frejacques du CEA à Salzbourg serait fondé sur des échanges chimiques en milieu liquide. L'intérêt de ce procédé serait son faible coût, sa facilité d'utilisation et son inapplicabilité à la production d'uranium hautement enrichi nécessaire à la construction de bombes atomiques.

Serge LIVET

Colloque «Amiante et cancérogénèse humaine» à Beaubourg

UNE CAUTION SCIENTIFIQUE AUX PATRONS DE L'AMIANTE

Un colloque sur le thème «Amiante et cancérogénèse» s'est tenu au centre Beaubourg sous la présidence des Professeurs Fournier et Truhaut. Une dizaine de médecins sont intervenus (chacun pendant un quart d'heure) sur différents thèmes.

Cette initiative n'est pas allée sans attirer l'attention de tous ceux qui luttent contre les dangers de l'amiante, syndicats, collectif amiante Jussieu, etc. Ils ont mis en évidence que l'agence de publicité qui organise le colloque est la même qui a organisé au début de l'année la campagne publicitaire des patrons de l'amiante ! Le docteur Streichenberg qui signe l'appel est le même qui a pris la parole dans une conférence de presse au nom des deux chambres patronales de l'amiante !

UN PSEUDO «COMITÉ SCIENTIFIQUE»

Le but ouvertement déclaré de ce colloque est la constitution d'un comité «scientifique» sur l'amiante qui appuyerait les thèses des patrons, minimisant les dangers dus à l'absence de l'hygiène et de sécurité dans leurs usines.

On a affaire en la matière, à des professionnels de la mystification. En 64, la chambre syndicale avait réuni un colloque «international» à Caen présidé par Champeix le médecin du

travail d'Amisol, tristement connu des ouvriers d'Amisol.

Les patrons de l'amiante avaient créé, un soi-disant comité scientifique dit COFEREBA dont le vice-président et le trésorier étaient des fonctionnaires des chambres patronales et pour président, le médecin d'Amisol. Les mêmes patrons ont tenté de déformer les conclusions du Centre International de Recherche contre le Cancer de Lyon en accusant les scientifiques d'avoir organisé une «véritable opération de commando» !

UNE VIEILLE TACTIQUE PATRONALE

Le but de l'opération Beaubourg est d'empêcher toute avancée des revendications ouvrières en «arrangeant» la vérité. La firme Eternit qui fabrique de l'amiante-ciment vient

d'attaquer en justice la décision de la SS de Marseille de reconnaître un cas d'asbestose chez un ouvrier d'Eternit !

Cette attitude patronale est surtout significative des difficultés accrues des patrons à assasiner en paix les travailleurs. L'unité grandissante des ouvriers et des scientifiques sur l'amiante (Jussieu), sur le nucléaire (SNPEA-CFDT), sur le fluor (CLISACT) les contraint à tenter de se justifier. L'EDF édite un contre-ouvrage pour répondre à celui de la CFDT, Puchiney sort un ouvrage «PUK pourquoi ?» pour minimiser les risques de pollution et insister sur les bienfaits de PUK !

Ces manœuvres, signes d'une faiblesse accrue, ne pourront cependant nous tromper. Elles doivent être dénoncées et combattues avec vigueur.

Pierre PUJOL

Le sommet de Londres

CARTER VEUT IMPOSER SA LOI

EDITORIAL Suite de la p.1

Alors que le Tiers-Monde cherche à utiliser la faiblesse du Second-Monde pour se dégager de sa dépendance, l'Amérique va exiger, encore une fois, que les pays européens notamment fassent bloc autour d'elle pour s'opposer aux justes revendications des pays en voie de développement.

Si puissantes soient-elles, les exigences américaines ne pourront pas pourtant s'imposer partout sans difficulté. Les résistances demeurent après, et sur certaines questions, les contradictions s'exacerbent même : par exemple, sur la politique nucléaire. Mais, autant de points de résistance particuliers, autant de coalitions particulières. Dans ce cadre, Carter ne se heurte donc qu'à des oppositions dispersées, incapables pour le moment de s'unir solidement face au géant US.

La faiblesse relative de l'impérialisme français apparaît assez crûment au sein de cette confrontation des pays impérialistes occidentaux. Malgré certains gestes de type gaullistes, Giscard n'a guère les moyens de s'opposer à la volonté US, de s'ouvrir le Marché Commun, et de protéger le marché américain. Son intention de se faire l'avocat en parole des revendications du Tiers-Monde risque bien de rester velleité. De même que sa résistance à une Europe supranationale, sous emprise US renforcée, s'est considérablement affaiblie. C'est pourquoi, le gouverne-

ment a valorisé l'annonce spectaculaire d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium : en effet, dans le domaine nucléaire, malgré des reculs, l'impérialisme français dispose d'atouts non négligeables et peut trouver un terrain d'entente pour faire front avec l'Allemagne, contre les USA.

Ainsi, l'alourdissement du leadership US sur les pays d'Europe, implique en France notamment, que les masses populaires subissent plus durement les conséquences de la crise mondiale du capitalisme. Carter a beaucoup de sympathie pour M. Barre.

En même temps, la division des pays européens, leur glissement marqué pour se placer sous le leadership US sont avant tout signe de faiblesse : vis-à-vis des Etats-Unis, mais aussi de l'autre superpuissance, l'Union soviétique.

Pour rejeter le fardeau du capitalisme en crise, pour garantir l'indépendance nationale, la classe ouvrière et le peuple de notre pays, comme des autres pays d'Europe, ne peut compter que sur ses propres forces : un seul chemin, la voie de la lutte révolutionnaire et la victoire de la révolution socialiste.

Gabriel FERRÉOL

Le sommet de Londres

Le programme de l'offensive US

1 - UNE RÉUNION DES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET CHEFS D'ÉTAT d'Angleterre, Allemagne, Canada, États Unis, Italie, Japon consacrée aux problèmes économiques et monétaires.

2 - UNE RÉUNION AVEC LE PRÉSIDENT DE LA C.E.E., l'Anglais Jenkins qui se déroulera dimanche et qui discutera des chapitres les plus cruciaux des rapports USA-Europe : attitude commune à l'égard de la conférence Nord-Sud, Commerce International, et énergie qui comprend bien sûr le problème nucléaire. La participation de la C.E.E. a pratiquement été imposée à Giscard par les États Unis.

3 - UNE RENCONTRE POLITIQUE qui réunira Carter, Schmidt, Callaghan et Giscard, qui doit publier une déclaration contre les grèves soviétiques à l'encontre de Berlin-Ouest. Cette réunion doit en outre aborder les problèmes de la détente et de l'Afrique.

4 - UNE RENCONTRE FRANCO AMÉRICAINE, lundi, à l'ambassade de France à Londres sera l'occasion pour Carter d'*apprendre* selon son expression à la télévision, auprès de Giscard quelle attitude adopter à l'égard de l'euro-révisionnisme.

5 - UN GRAND NOMBRE DE RENCONTRES BILATÉRALES sont prévues entre les USA et les différents pays européens. Il serait question d'une rencontre commune entre Carter et les premiers ministres grec et turc. Ces deux pays de l'OTAN prennent leurs distances à son égard depuis que la tension les oppose à Chypre et en mer Égée.

Le voyage de Carter en Europe traitera encore deux questions :

1 - UNE RÉUNION DE L'OTAN mardi ou mercredi où Giscard sera remplacé par Guiringaud, tandis que pour les autres pays, ce seront les chefs d'État réunis à Londres. Il y sera sans doute question de la politique face à la puissance militaire soviétique, de la standardisation des armements en Europe et de l'intégration de la France plus avant dans le système atlantique.

2 - UNE RENCONTRE AVEC LE PRÉSIDENT SYRIEN, Assad, lundi après-midi, qui est le seul chef d'État des pays du champ de bataille que Carter n'ait encore jamais rencontré. La rencontre se déroule à Genève ce qui évite à Assad de se rendre à Washington.

Irlande du Nord :

échec de la grève fasciste 90 % des gens travaillent

Au bout de 4 jours de grève fasciste décrétée par l'United Unionist Action Group (1), un premier bilan se résumant à deux chiffres peut être tiré : environ 90% des gens travaillent et plus de mille plaintes, ayant conduit à l'arrestation d'une trentaine de fascistes, ont été faites par des protestants menacés de représailles s'ils n'arrêtaient pas le travail. De plus, les centrales électriques fonctionnent malgré la volonté des fascistes de vouloir tout paralyser (le nord est totalement indépendant en électricité). Quant à l'armée britannique, elle ne fait absolument rien contre les membres de l'UUAG. Il est clair que, bien que favorable dans sa majorité au rétablissement du Stormont, parlement du Nord, la population protestante ne suit pas le mot d'ordre des fascistes en dépit des menaces très importantes, des partis unionistes (favorables à la colonisation anglaise) ont condamné cette action ainsi que tous les syndicats.

LE DÉCLIN DE PAISLEY

Si l'on peut déjà compter les perdants, un arrive en tête de la liste, c'est le pasteur Ian Paisley qui, d'une part rejeté totalement par la population, a de

sérieux ennuis avec l'UUAG ; il est vrai qu'ils ont de bonnes raisons pour cela : mardi un journal libéral, le «Belfast Telegraph» n'a pu paraître en raison des menaces proférées contre les travailleurs par les fascistes ; interviewé là-dessus à la télévision, Paisley a déclaré : «Il ne s'agissait pas de vraies menaces !» A la suite de quoi les magasins ont rouvert leurs portes et les gens qui avaient des hésitations vont travailler car, «les menaces, c'est du bluff !»

Après s'être retrouvé tout seul à sa «manifestation» devant le Stormont et voyant sa gaffe, Paisley commence à paniquer et dans une «crise» de folie, état permanent chez lui, il a déclaré mercredi à la télévision, «nous combattons pour la religion protestante, il faut combattre le catholicisme». Malheureux les pauvres en esprit, ils n'ont plus leur place en Ulster... En colère contre l'inculpation de quelques uns de leurs compagnons, des fascistes d'Armagh s'en sont pris à un député fasciste unioniste qui siège à Westminster.

S. GWELTAZ

(1) UUAG : formé de divers groupes para-militaires tel l'Ulster Défense Association

Éthiopie-URSS

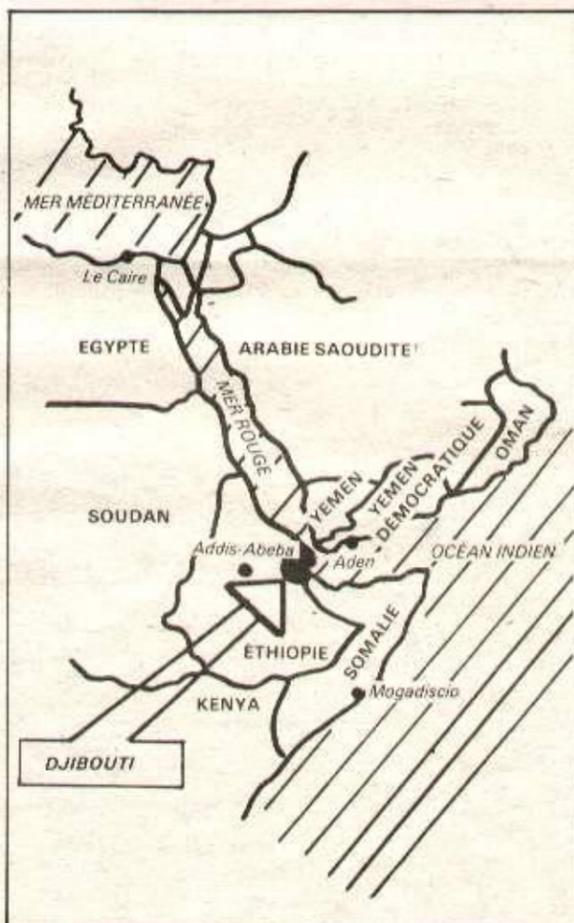
LA JUNTE MILITAIRE REÇOIT L'APPUI DE MOSCOU

Le voyage du chef d'État éthiopien, Mengistu Haïle Myriam est l'occasion pour Moscou d'affirmer leurs ambitions dans la région du golfe.

Podgorny, chef de l'État soviétique, a attaqué un récent sommet des pays riverains de la mer Rouge, affirmant que «les pays impérialistes voudraient établir leur contrôle sur cette région avec l'aide de certains pays arabes, en premier lieu l'Arabie Saoudite, et ceci... au détriment de la libre navigation internationale.» En quelque sorte, le contrôle de la mer Rouge par les pays riverains gêne l'URSS parce qu'elle veut y accroître le nombre de ses navires.

SOUTIEN MILITAIRE

Selon le communiqué commun, l'URSS et l'Éthiopie «ont accordé une attention toute particulière à la défense des acquis révolutionnaires du peuple éthiopien contre les menaces de la réaction intérieure et extérieure.» C'est-à-dire que l'URSS s'appuie à livrer des armes au conseil militaire qui multiplie les menaces contre le Soudan, et à propos de Djibouti. Mengistu a notamment déclaré que «les peuples de l'Éthiopie... ne vont pas hésiter à appuyer (Afars et Issas) d'une manière efficace pour que ce territoire bénéficie de son indépendance».



APOLOGIE DU MASSACRE

Tandis que l'on apprenait que 700 étudiants avaient été massacrés dans les prisons d'Addis Abeba, Mengistu les justifiait au nom de la lutte contre «la réaction intérieure».

Podgorny a embouché la même trompette. «Nous comprenons parfaitement que vous avez décidées rencontrer une violente résistance de la réaction intérieure. Nous nous réjouissons de voir vos nouvelles victoires dans les affrontements furieux avec elle».

ALLEMAGNE : CHASSE À L'HOMME

Grièvement blessé alors que les policiers tentaient de l'arrêter, Gunther Sonnenberg serait cliniquement mort. Son arrestation s'est produite alors qu'une patronne de café l'aurait reconnu. Les émissions de TV visant à associer la population aux chasses à l'homme, les primes et portraits-robots sont des pratiques courantes en RFA, comme la torture blanche pratiquée contre les détenus politiques. Sonnenberg était simplement soupçonné d'avoir loué la moto qui servit le mois dernier à abattre le procureur Buback.

ALLEMAGNE : ENCORE L'ESPIONNAGE

Par ailleurs une secrétaire de la chancellerie, qui avait accès à des documents confidentiels concernant l'Europe, a été arrêtée et soupçonnée de se livrer à de l'espionnage au profit de la RDA. Cela intervient, trois ans après l'arrestation du conseiller politique de Brandt pour le même motif, notons que le nombre d'espions opérant en RFA au profit des pays «socialistes» est estimé à 15 000.

INTERNATIONAL

APRES L'ARRESTATION DE L'ANCIEN PRÉSIDENT FAILLITE ET RÉPRESSION EN ARGENTINE

L'ancien président de la République argentine, le général Lanusse vient d'être arrêté ainsi qu'une bonne partie de l'ancien État major des trois armes. Ces arrestations, « officiellement », sont liées à des scandales financiers à l'époque où Lanusse était au pouvoir. La corruption est si étroitement liée à l'oligarchie argentine que l'on ne peut considérer cela que comme un prétexte.

En réalité un conflit oppose depuis plusieurs mois au sein de l'armée les partisans de Lanusse à l'état major qui les accuse de « positions conciliatrices » à l'égard des masses. Ce conflit a pour arrière-plan les opérations sanglantes organisées par la junte contre les masses, les tentatives des superpuissances en Argentine. Il a également pour fondement la catastrophe économique de l'Argentine dont nous présentons ici quelques traits.

Alors que la junte militaire continue de parler de la nécessité d'un « haut degré d'effort et de sacrifice », deux faits viennent indiquer pour qui sont ces sacrifices. Le salaire des membres de l'armée a été augmenté de 125%, tandis que celui des travailleurs l'a été de 20%. On calcule aujourd'hui que le salaire d'un colonel de l'armée argentine est d'environ 20 millions de pesos (à peu près 5 000 francs par mois), soit 8 fois supérieur à celui d'un OS.

DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES NÉGATIFS

Un des objectifs de la junte était la remise en ordre de l'économie. Après un peu plus d'un an, presque tous les indicateurs économiques sont négatifs, et traduisent l'échec des plans du ministre Martinez de Hoz, malgré une surexploitation sans précédent de la classe ouvrière. Le produit intérieur brut a baissé de 2,9% par rapport à 75; cependant ce chiffre recouvre une baisse bien plus considérable dans l'industrie, non seulement dans le secteur des biens de consommation, où la chute atteint parfois jusqu'à 40%, mais dans la construction (-14,1%), dans le domaine des transports et communications (-3,4%) etc. En revanche, la grosse agriculture industrialisée, très liée aux exportations et tenue par l'oligarchie terrienne (élevage et conditionnement de la viande, blé) a enregistré une augmentation de 4%. C'est un des piliers de la dictature militaire de Videla et consorts, et elle a bénéficié de nombreuses aides, allègement d'impôts, dégrèvement des taxes sur les engrais et autres facilités.

566 % D'INFLATION

L'inflation se poursuit à un rythme élevé : en un peu plus d'un an, 566%. Martinez de Hoz, et son équipe, conseillés directement par les experts du Fonds Monétaire International a annoncé que pour 77, elle « tomberait » (si l'on peut dire) à 80% par an. Mais au rythme de hausse des prix depuis le début de l'année 77, en moins de 8 mois le plafond sera atteint. Au prix de quelles acrobaties la junte parviendra-t-elle à truquer les chiffres d'inflation et masquer ses échecs ?

300 000 LICENCIEMENTS

Au prix de quelles nouvelles mesures de répression contre la classe ouvrière, à laquelle en toute « égalité », a été enlevé le droit de grève, le droit de se syndiquer, de manifester son opposition aux mesures, ou simplement de demander les raisons d'un licenciement ?

C'est peu-être dans le secteur public que les menaces sont les plus graves contre les employés et ouvriers. Le dispositif essentiel du plan Martinez de Hoz est de « diminuer le déficit budgétaire », rationaliser les dépenses et réorganiser les investissements. Cela se traduit par le projet, déjà en cours d'application, de licencier 300 000 travailleurs du secteur public ! Le taux de chômage est de plus très élevé.

Pour réduire le déficit budgétaire, Martinez de Hoz commence par augmenter le budget militaire de 18,6%. Le décret 557 vient de créer 2 000 « emplois supplémentaires » dans le corps de police fédérale, argumentant que « la situation socio-politique du pays oblige à augmenter les cadres » répressifs.

FERMETURE DES HÔPITAUX

Dans le même temps où le pouvoir fasciste argentin gonfle incessamment ses corps répressifs, il diminue de 8,5% le poste budgétaire consacré à l'éducation et de 5,1% celui de la santé. Des hôpitaux parfois très spécialisés sont fermés, et il devient presque impossible pour un ouvrier ou un élément populaire de se faire soigner compte tenu des conditions financières d'admission dans les hôpitaux et du prix des médicaments. Des secteurs entiers vitaux pour l'avenir du pays, comme les communications ferroviaires sont en train d'être tellement réduits qu'on peut parler de démantèlement. Enfin, la junte fasciste prévoit de privatiser un certain nombre d'entreprises d'état issues de la période péroniste.

2 500 MORTS, 25 000 PRISONNIERS

Le pouvoir fasciste instauré en Argentine signifie une surexploitation sans précédent du peuple argentin réduit à la misère. Il signifie aussi, et il ne faut jamais l'oublier, 2 500 personnes assassinées en un an, 25 000 prisonniers politiques et 10 000 personnes enlevées, séquestrées ou assassinées, dont on est sans nouvelles.

Hélène VARJAC

Sahara occidental

LA COLONNE MAROCO-MAURITANIENNE BATTUE

Selon un communiqué militaire du Front Polisario, 67 soldats ennemis ont été tués et 49 blessés. Douze véhicules ont été détruits.

A cette occasion, le Front Polisario avertit Giscard qu'il est prêt à faire « subir de nouveaux affronts sanglants aux forces d'agression dans les quelques places-fortes où elles se trouvent en position défensive, conseillées par des pacificateurs mercenaires, revanchards qui n'ont pas su tirer les leçons de leur déroute au Vietnam et en Algérie ».

LA MAURITANIE : LE MAILLON FAIBLE ET LE SOUTIEN DU PEUPLE

La défaite infligée à la colonne de contre-offensive lancée contre les attaquants de Zouerate, souligne une fois de plus que la Mauritanie n'a pas les moyens de soutenir une guerre d'agression contre le peuple sahraoui. Depuis plus d'un an, les combattants sahraouis s'engagent profondément dans le territoire mauritanien, jusqu'à Ouadane, Chinguetti, etc. où ils font des actions de propagande armée, neutralisant les forces militaires de la ville et organisant des meetings, des discussions avec la population, libérant souvent des prisonniers pour dette, etc. Ils ont ainsi petit à petit sapé à sa racine la propagande du régime qui assurait d'une part que le Polisario ne faisait pas le poids face à l'armée mauritanienne, et d'autre part, que les guérilleros sahraouis égorgaient et pillaient tous ceux qui se trouvaient entre leurs mains.

LIENS ÉTROITS

Les liens traditionnels entre le peuple mauritanien et le peuple sahraoui ont pu être progressivement ranimés et raffermis. Depuis



l'indépendance de la Mauritanie, celle-ci s'était opposée aux ambitions du Maroc, et la décision d'Ould Daddah de partager le pays sahraoui avec le roi va à l'encontre de la solidarité affirmée avec les Sahraouis depuis 1962-63. Pendant toute cette période, la Mauritanie a accueilli les réfugiés sahraouis qui étaient chassés par l'Espagne, leur offrait des papiers, des possibilités d'installation, le droit de travailler. Ces liens entre la Mauritanie nouvelle et les Sahraouis s'appuyaient sur une tradition ancienne commune de part et d'autre de la frontière tracée par les puissances coloniales : ce sont les mêmes tribus traditionnelles qui ont vécu ensemble les mêmes guerres et partagé les mêmes parcours de paturage, qui ont mené de part et d'autre de cette frontière la lutte pour la libération de leurs pays respectifs.

LA TUTELLE MAROCAINE

Ces liens étroits ajoutés à

garnisons comme Bir Moghrein où ils se trouvent côte à côte depuis plusieurs mois, les officiers ne se rencontrent plus en dehors des heures de service.

En envoyant des troupes en Mauritanie, et en constituant une chaîne de bases militaires sur la frontière du Sahara, de Bir Moghrein à F'derik et Nouadibou, le roi voulait rendre efficace la tenaille dans laquelle il voulait enfermer le peuple sahraoui, en attaquant à la fois au Sud et au Nord. C'est dans le cadre de ces combats pour neutraliser ces bases d'agression contre les territoires que se tient la bataille de Zouerate. Mais cette ville est un autre symbole : c'est à la fois l'exploitation impérialiste et l'une des sources principales de devises de la Mauritanie, qui les utilise pour envahir le territoire du peuple sahraoui. L'offensive de Zouerate visait avant tout à affaiblir les moyens de l'ennemi.

G. CARRAT

GALLEY, MINISTRE DE LA COOPÉRATION, À ZOUERATE

Le ministre de la « coopération » se trouvait hier à Zouerate, où il est allé voir les dégâts de la mine de fer et examiner les moyens de renforcer la défense de la ville, c'est-à-dire que Giscard veut s'impliquer plus avant dans la guerre.

L'annonce par le ministre de la Défense de l'envoi de 25 avions Mirage F-1 au Maroc rappelle que cet engagement important depuis le début se traduit en livraison d'armes massives au Maroc. S'il ne retient pas pour l'instant la proposition du RPR Vivien qui demande « d'envoyer nos paras comme Israël », Giscard renforce tous les autres moyens. Il reste qu'après la défaite de la colonne lancée contre le Polisario dans le Nord de la Mauritanie, peu d'espoir reste à l'impérialisme français de redresser en sa faveur la situation.

En bref... En bref... En bref...

VÉNEZUELA : LA POLICE TIRE DANS L'UNIVERSITÉ

De très violents affrontements se sont produits jeudi 5 mai dans l'Université centrale de Caracas. Une quarantaine d'étudiants ont été blessés par la police, dont une dizaine par balles.

URSS : UNE NOUVELLE ARME ?

Selon le magazine américain « Aviation week », l'URSS aurait expérimenté un dispo-

sitif destiné à détruire à partir d'une base terrestre les têtes nucléaires des missiles américains, au moyen d'un rayon à haute charge de particules.

ESPAGNE : LOCK OUT CHEZ FORD VALENCE

La société Ford a fermé jeudi les portes de son usine « modèle » de Valence en représailles contre la grève des 8 000 ouvriers qui exigent la réintégration de deux de leurs camarades suspendus.

Les employés du ministère des travaux publics sont en grève

depuis trois jours pour l'augmentation de leurs salaires.

BRÉSIL : 10 000 ÉTUDIANTS MANIFESTENT AU CRI DE « NOUS VOULONS LA LIBERTÉ »

Sao Paulo : jeudi 5 mai, 10 000 étudiants ont manifesté pour réclamer l'amnistie et l'arrêt des tortures, aux applaudissements des Brésiliens. La manifestation a été durement réprimée.

ITALIE : DC ET PCI PRÉPARENT UN PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Une rencontre a eu lieu jeudi entre Berlinguer et Zaccagnini, représentant Démocrate-Chrétien, pour tenter d'établir un programme économique minimum qui puisse « sortir le pays de la crise ». Ainsi, le PCI qui entend être partie intégrante de la majorité prépare avec les Démocrates-Chrétiens un train de mesures qu'il entend bien appliquer et faire respecter par le biais de la centrale syndicale révisionniste qu'il contrôle.

DJIBOUTI



Djibouti, qui a des frontières communes avec l'Éthiopie et la Somalie, est situé sur les rives du golfe d'Aden et de la mer Rouge. Cette position stratégique en a fait un objet de convoitise pour les impérialistes.

Depuis plus d'un siècle, la domination française sur Djibouti n'a apporté au peuple de ce territoire, que misère, désertification du sol, déportations en masse, répression violente par les unités de la légion, des gardes mobiles et autres unités coloniales.

Pour les colonialistes français, le territoire n'a jamais valu que pour son port et les avantages commerciaux et surtout stratégiques, qu'il procurait.

Au mépris de la vie des peuples de la région, dès les premiers pas de la colonisation, en 1862, l'impérialisme français trace les frontières du territoire qu'il se partage en tout arbitraire colonial avec l'Angleterre, l'Italie et l'Éthiopie. L'absence de frontières bien déterminées avait jusque-là permis aux nomades Afars ou Somalis de pallier aux variations climatiques par la transhumance. Le pouvoir colonial n'en a cure, il coupe les pistes traditionnelles empruntées par les troupeaux et fait respecter

son ordre par la force. Ceci se prolonge sous une forme esclavagiste avec le travail forcé des nomades qui construisent le chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba sous la garde de l'armée coloniale.

Dans les années de sécheresse, les troupeaux laissés à l'abandon, des nomades enrôlés de force, meurent de faim ou vont brouter les quelques végétaux qui poussent aux alentours des campements, élargissant ainsi pour longtemps les limites du désert. Poussés par la misère, les nomades vinrent grossir rapidement la ville de Djibouti, constituée aujourd'hui, d'un port, d'une base militaire, d'un quartier européen et d'un immense bidonville.

Les accords de Paris

Ils ont été négociés entre le gouvernement français et les trois composantes principales de l'actuel conseil de gouvernement : la LPAI (Front de Libération de la Côte des Somalis), la «majorité parlementaire», composée de députés à l'assemblée territoriale qui ont abandonné Ali Aref. Ils prévoient pour demain, simultanément un référendum sur l'indépendance et l'élection d'une nouvelle assemblée constituante. Le scrutin sera contrôlé par des délégations de l'OUA et de la Ligue arabe. Les listes électorales ont été mises à jour, des cartes d'identité ont été délivrées aux Somalis qui en avaient été privés pour «favoriser» les Afars. Les trois partis en question ont formé une liste unique de candidats composée de 33 Somalis, 30 Afars et 2 Arabes. La proclamation de l'indépendance aura lieu le 27 juin.

Développer le territoire, «le faire accéder à la civilisation moderne» comme le disaient les administrateurs français ! Jamais il n'en a été question ici. La seule exploitation industrielle qui ait existé dans le pays, c'est l'extraction du sel du lac Assal qui en regorge : elle a été fermée il y a quelques années parce que jugée non rentable par le pouvoir colonial. Toute l'activité économique a été subordonnée à la base, au port, à l'administration coloniale, à la consommation des employés parasites que celle-ci entretenait : des milliers de fonctionnaires coloniaux et des militaires touchant des salaires insolents face à la misère de la population autochtone.

Quant aux bourgeois locaux tels Ali Aref, sur lesquels s'est appuyée la présence française, ils ont fait le plus souvent leur fortune à partir de trafics immobiliers ou des racketts que leur permettait de mener à bien leur position dans l'administration coloniale. Obliger les tenanciers de bars à vendre du pepsi-cola sous la menace

de payer plus d'impôts, c'était une des activités de la garde présidentielle au temps où Aref (président de la société Pepsi-Cola à Djibouti) gouvernait le territoire pour le compte de la France. Interdire aux Djiboutiens pauvres de construire eux-mêmes leurs maisons en dur, et leur imposer par conséquent les baraques du bidonville pour conserver au même Aref, le monopole de la construction, c'était aussi un aspect de «la présence française».

La «présence française» c'était ce véritable apartheid régnant sur toute la ville, dans le seul hôpital du territoire, où une discrimination rigoureuse est établie entre malades blancs et malades noirs : clinique de luxe pour les uns, prison repoussante de saleté pour les autres, où des militants politiques anti-colonialistes catalogués comme fous, étaient incarcérés dans des cellules vides et sans lumière.

Parce qu'une vaccination de masse était considérée comme trop coûteuse par la France, et à cause des

LES MÉFAITS DE PLUS D'UN SIÈCLE DE COLONISATION FRANÇAISE

effroyables conditions d'hygiène résultant de la misère, il y a, au centre de Djibouti, de nombreux enfants, réduits à l'état de mendicité, qui ne peuvent se déplacer qu'en se traînant sur leurs jambes atrophiées par les ravages de la poliomyélite.

Le colonialisme français n'a pas hésité à recourir aux plus vils moyens pour tenter de perpétuer sa domination : ainsi par exemple, l'organisation de la consommation du Kât : cette plante qui est une drogue provoquant des états euphoriques et trompant la faim, a vu sa vente, qui est interdite en France, largement encouragée sur le territoire de Djibouti et organisée sous la protection des gardes-mobiles.



C'était au lendemain du référendum de 67 : les blindés français écrasent le soulèvement populaire et ratissent les bidonvilles

UNE DOMINATION CONDAMNÉE

Depuis le début, depuis les attaques des nomades somalis contre le chemin de fer Addis-Djibouti, les habitants du territoire ont toujours lutté contre la présence impérialiste. A partir de 1958, cette lutte a connu un tournant décisif. Comme dans toutes les colonies françaises, de Gaulle avait organisé à Djibouti un référendum sur l'indépendance. Seul, ou presque, des notables locaux, le vice-président du territoire, Mahmoud Harbi fit campagne pour le «NON», ce qui impliquait l'indépendance immédiate. Dans ce pays où les chefs de tribus du Nord votaient traditionnellement en faveur du pouvoir colonial «au nom» de toute leur communauté, moyennant quelques avantages, et où les militaires votaient aussi, le NON remporta tout de même 25% des suffrages. Malgré la minorité des NON, Mahmoud Harbi est reconduit dans ses fonctions par les élus de la colonie : le gouvernement français dissout le conseil du territoire et démissionne tous les ministres locaux favorables à Harbi. Il promulgue une nouvelle loi électorale qui

sidère du territoire et inaugure cette politique basée sur l'organisation des divisions entre Afars et Somalis.

Le 26 août 1966, de Gaulle visite le territoire, il est accueilli par des manifestations de masse qui réclament l'indépendance. Sur la place Lagarde, où il doit parler, des milliers de personnes se massent. Lorsqu'il l'apprend, de Gaulle donne l'ordre de «déblayer la place» à coups de grenades lacrymogènes et offensives, et à coups de fusils. La foule est dispersée, on relève des dizaines de morts et de blessés. Pour assurer une domination qu'il sent alors brutalement menacée, le gouvernement français accentue la politique de division Afars-Issas. Un barrage électrifié est édifié autour de Djibouti, des milliers d'Issas se voient contester leur nationalité et refoulés en Somalie ou arrêtés pour «défaut de papiers». C'est dans ces conditions qu'un nouveau référendum sera organisé. Le territoire, quadrillé par les gardes-mobiles, «vote» à 60% pour le maintien de la colonisation !

Afars et Issas

Les Afars, en majorité nomades peuplent le Nord du pays. Les Issas sont une tribu somalie, l'impérialisme a utilisé cette expression pour désigner l'ensemble des Somalis habitant le territoire et tenter de diviser le peuple de Djibouti. Eux aussi nomades à l'origine, ils forment la grande majorité de la population de la ville de Djibouti.

Le lendemain du référendum, le 20 mars 1967, de nouvelles manifestations massives éclatent, là encore, la répression fera plusieurs morts, des milliers de «suspects» seront abandonnés dans le désert, à la frontière somalienne. La nouvelle constitution consacre le pouvoir des hommes de Aref qui gouverne toujours en cherchant à opposer les Afars et Somalis.

Le lendemain du référendum, le 20 mars 1967, de nouvelles manifestations massives éclatent, là encore, la répression fera plusieurs morts, des milliers de «suspects» seront abandonnés dans le désert, à la frontière somalienne. La nouvelle constitution consacre le pouvoir des hommes de Aref qui gouverne toujours en cherchant à opposer les Afars et Somalis.

L'armée veille

Des milliers de soldats français occupent en permanence le territoire de Djibouti, 3 régiments de l'armée de terre équipés de blindés AMX 13, d'auto-mitrailleuses de reconnaissance et de canons de marine et anti-aérien. D'autre part, une escadrille de 12 chasseurs super sabre F 100, six avions de transport Nord-Atlas, des hélicoptères et des avions légers.

Au large des côtes, le porte-avions «Clémenceau» avec 36 avions de chasse se tient prêt à intervenir.

La mission de la base consiste essentiellement à surveiller ce qui se passe dans la Mer Rouge et à «protéger» une route maritime où transite 70% du trafic pétrolier français.

QUE SERA L'INDÉPENDANCE DU 8 MAI ?

Pourtant la position française est de plus en plus difficile à tenir. Non seulement, la volonté d'indépendance des Afars et des Somalis ne se dément pas, le début de l'année 1975 voit le déroulement d'importantes manifestations de jeunes lycéens, appuyés par toute la population, mais la pression de la volonté des peuples et des pays du Tiers-Monde se fait de plus en plus forte : la fin de l'empire portugais fait de la France la dernière puissance coloniale en Afrique, ce qui accentue son isolement. Elle ne peut plus tenir longtemps de la même façon le territoire. Messmer qui, ministre des colonies, avait déclaré : «La France est assez puissante pour briser dans l'œuf toute attaque (contre Djibouti) aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur» écrit : «Il est temps de décoloniser ce pays dès lors que la majorité de ses habitants réclament l'indépendance». Six mois après avoir dit par Stirn interposé : «La majorité écrasante de la population souhaite rester française», le gouvernement français signe avec Ali Aref, qui a, lui aussi changé de position, un communiqué reconnaissant «la vocation du territoire à l'indépendance».

Pour autant, la question n'est pas réglée car si l'impérialisme français con-

sent à perdre le contrôle formel du territoire, il entend y conserver l'essentiel de ses positions et en particulier sa base, ce qui semble passer d'abord par le maintien en place d'Aref, qui déclare alors : «Nous voulons une indépendance qui soit garantie par la présence française».

Aujourd'hui, l'impérialisme français a dû se débarrasser de cet encombrant allié et c'est avec la LPAI (Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance) qui a catalysé l'essentiel des manifestations populaires en faveur de l'indépendance, depuis plus d'un an, qu'elle a négocié les conditions des passations de pouvoir.

Pour autant, le scrutin qui se déroulera demain sous l'œil vigilant du «Clémenceau» stationné dans la rade, signifiera-t-il la fin de la domination française sur le territoire ? Le silence observé par tous les dirigeants sur le contenu précis des accords, sur l'avenir de la base, l'appel fait à la coopération française laissent la question en suspens. Ceci, alors que pèse sur le territoire, en marche inéluctable vers sa libération, la menace des appétits rivaux des grandes puissances, et en particulier des super-puissances, dans cette zone stratégique.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

4^e épisode

Il accepta pourtant. De chaque répétition, il revenait insolent et malheureux. Il ne voulait pas du succès de Cazale, il ne voulait pas le voir saluer sous les applaudissements, voir Henri lui taper sur l'épaule et l'emmener boire après le triomphe.

En maillot bleu, il grimpa nerveusement et s'immobilisa sur la poutre. A l'instant où Cazale, qui l'avait rejoint, commençait ses exercices, nous vîmes Lucien reculer jusqu'à l'extrême bord de la planche et, comme s'il ne savait pas le danger, tomber en arrière. Tout le monde cria, se leva. Cazale descendit, tremblant. Lucien avait gagné. Cazale ne joua pas. Mon frère resta trois mois allongé, la jambe gauche cassée, un poignet fêlé, des plaies à la tête et au visage. Il ne passa pas son examen, ne retourna plus au collège. Henri ne vint jamais le voir; il envoya, une seule fois, une carte d'excuses et de vœux.

Ni lettres ni visites, rien que nous trois. Pas d'autre vue que la pierre des maisons d'en face. Il lisait. Il lui fallait beaucoup de livres. Il jouait aux dames. Il fumait. Le matin, je restais près de lui. Il m'avoua la vérité, ce désir enragé, que Cazale ne fût pas la vedette. Touchée de sa confiance je n'osai le blâmer. Je passai des semaines inoubliables. Il me parlait, m'appelait si quelque lecture l'enthousiasmait, essayait en riant de me faire partager ses goûts ses idées qui, souvent, me choquaient. Son lit était encombré de journaux qui portaient en gras le nom de MAO-KHE. On s'y battait, mais je ne m'en souciais pas. Il n'ouvrait jamais aucun cahier, ne parlait pas de retourner au collège. Parfois il disait : « Laissez-moi guérir, marcher, et je m'engage. » La grand-mère s'affaïssait, elle le voyait déjà dans les rizières d'Indochine — elle disait de Chine. Mal guéri, il traîna tout un hiver.

Nos grandes tendresses étaient terminées. Elles n'avaient pas duré longtemps. Il passait à nouveau ses journées enfermé et nous menaçait, à la moindre réprimande :

— Si ça continue, je m'engage...

Sur son mur, il avait épinglé une carte avec des drapeaux minuscules, tricolores et noirs. La grand-mère, impressionnée, n'osait plus rien lui dire. Quand il sortait le soir, je savais qu'il allait regarder les bateaux, l'eau et les réverbères du Pont qui s'y noyaient. Il n'avait pas d'argent et nous en réclamait rarement.

Deux ans après l'accident, il restait encore d'une santé fragile. Il ne s'engagea pas, ne partit pas, il épousa Marie-Louise.

Quand Lucien paraissait le matin, je détournais la tête. Il nous disait bonjour en grognant. Il nous en voulait d'être là, d'exister, de le voir. Il nous aurait souhaitées indifférentes, aveugles, et que son apparition dans la cuisine ne nous fit même pas tourner la tête. Déjà, petit garçon, réveillé entre nos deux sourires, il se débattait : « Non, non... »

Il y avait ce moment difficile à traverser; son arrivée, sa froideur, son humeur lourde, longue à se déchirer. Il fallait ne pas faire d'erreurs, trouver le geste, le mot qui détendrait. Se lever, accomplir tous les gestes intimes du matin devant nous lui coûtait. Je l'imaginai sortant frais étreillé, souriant, d'une salle de bains. J'avais épuisé tous les moyens, la douceur, la gaieté, la moquerie, car je voulais à tout prix rendre agréable notre première heure en commun. Parce qu'il me fallait une certaine atmosphère de sérénité, de gentillesse, je voulais l'obliger à y pénétrer.

(à suivre)

DANS NOTRE COURRIER

NON A L'AGRESSION DES NOUVEAUX TSARS CONTRE LE ZAÏRE (Communiqué de presse)

Plusieurs organisations d'étudiants africains ont publié une longue déclaration au sujet de la situation au Zaïre. Nous en reproduisons ici des extraits.

Dans la semaine du 8 au 12 mars 1977, des milliers de mercenaires venant du territoire angolais ont envahi plusieurs villes du Shaba (ex-Katanga) au sud du Zaïre. Cette situation est la conséquence de la rivalité très âpre que se livrent les deux superpuissances URSS et USA pour faire de l'Afrique et en particulier l'Afrique centrale, leur chasse gardée.

C'est le social-impérialisme soviétique qui est l'instigateur de l'agression contre le Zaïre. Après avoir expérimenté de façon positive sa pénétration en Angola, le social-impérialisme soviétique par mercenaires interposés, s'est lancé dans une agression contre le Zaïre. (...)

L'invasion du Zaïre n'est que l'application d'une telle tactique par les nouveaux tsars du Kremlin qui rêvent de colonies. Nous ne nous faisons pas d'illusions sur la nature actuel du régime zaïrois, régime d'oppression et d'exploitation soumis à l'impérialisme américain. Profitant des difficultés que connaît ce pouvoir, difficultés dues à l'exploitation impérialiste et à la lutte du peuple zaïrois contre celui-ci, le social-impérialisme russe a lancé contre le Zaïre sa horde de mercenaires bien préparés, en faisant croire à une lutte de libération nationale.

La rapidité de l'occupation du Shaba, le sérieux de l'entraînement militaire, le choix de la région minière du Shaba : zone économique d'importance stratégique pour l'impérialisme américain, les armes utilisées comprenant des armements sophistiqués, la nature contre-révolutionnaire du prétendu Front National de Libération du Congo (FNLC) et de son chef; tous ces faits indiquent que le conflit au Sud du Zaïre a été fomenté par le social-impérialisme soviétique. (...)

Le «FNLC» commandé par le gendarme katangais M'Bumba n'est que le bras armé de cette politique d'agression des nouveaux tsars.

Avec la transformation de l'Angola en néo-colonie russe, ces mercenaires par-

mi lesquels des ex-gendarmes katangais et des opposants au pouvoir de Mobutu, ont changé de maître, passant sous la coupe du social-impérialisme soviétique.

Après avoir accordé une formation militaire aux mercenaires de ce «Front de libération», les nouveaux tsars ont reçu à Moscou en novembre 1976 leur chef : Nathaël M'Bumba. Ce dernier est l'ancien chef des gendarmes katangais lors de la sécession du Katanga par Moïse Tshombé en 1963. (...)

Répondant à une interview de l'agence Inter Press Service (cf. *Le Matin de Paris* du 12-04-77), le gendarme katangais M'Bumba devait dire à propos de la situation dans les mines du Shaba : «...Le travail se poursuit partout. Nous n'avons rien contre les techniciens étrangers qui sont engagés dans les compagnies d'extraction. Notre unique cible est l'armée zaïroise (souligné par nous)». Une telle réponse est significative. (...)

L'intervention de la France, est une tentative de préservation de ses intérêts néo-coloniaux en Afrique Centrale. (...)

La situation au Zaïre illustre les plans du social-impérialisme en Afrique. Enfin, il est capital de comprendre que l'agression contre le Zaïre entre dans le cadre d'une stratégie plus globale du social-impérialisme soviétique, qui vise l'hégémonie mondiale.

En effet, le contrôle du continent africain, pour des raisons principalement stratégiques, faciliterait beaucoup celui du continent européen point-clé de la rivalité entre les deux superpuissances URSS et USA. (...)

UNECA (Union Nationale des Etudiants Centrafricains)

AGEG (Association Générale des Etudiants du Gabon)

FSAI (Federazione Studenti Africani in Italia)

AEOM (Association des Etudiants d'Origine Malgache)

UNEK (Union Nationale des Etudiants du Kamerun)

ASEC (Association des Stagiaires et Etudiants des Comores)

10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple

FRONT ROUGE N° 15 EST PARU
Passez vos commandes à
BP 68 75019 PARIS 6 F

SOMMAIRE

Editorial.....	p. 3
Mouvement de rectification : Quelques éléments de bilan.....	p. 5
Manifestation et Rassemblement Communiste : Plein succès de la journée du 3 avril.....	p. 11
La Commune : Le prolétariat au pouvoir.....	p. 14
Renault-Billancourt : A l'heure de la défense des nationalisations.....	p. 20
Avant le Congrès du PS : Le rôle du CERES.....	p. 24
Histoire du mouvement ouvrier : Aux origines du 1 ^{er} Mai.....	p. 27
Les «Ballets de Changhaï» : Un exemple d'art révolutionnaire.....	p. 30
Les multinationales : Impérialisme et firmes multinationales.....	p. 31
D'Helsinki à Belgrade : Deux ans de rivalité accrue.....	p. 35
Inde : Un tournant historique.....	p. 41

manifeste

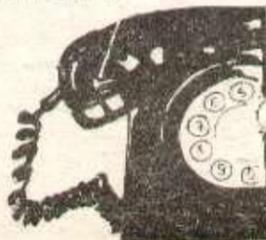
pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

MANIFESTE POUR LE SOCIALISME PRIX 8 F

TÉLÉPHONEZ
AU QUOTIDIEN

636.73.76.

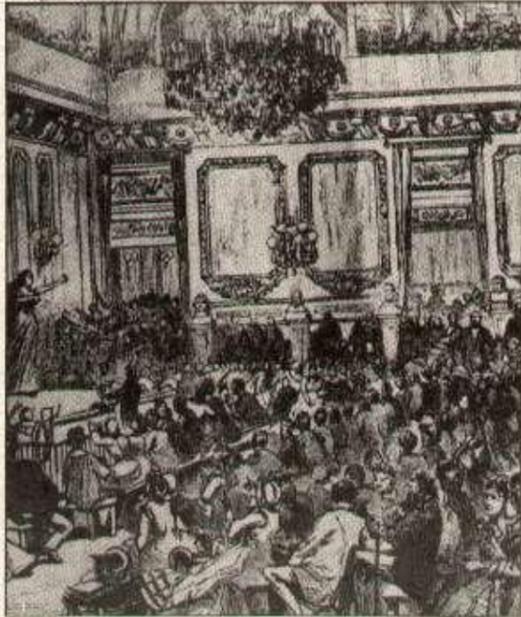


Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Dimanche 7 mai 1871



Certains travailleurs parisiens se réveillent ce dimanche un peu tard, mais la tête encore pleine d'un merveilleux souvenir. N'étaient-ils pas la veille aux Tuileries ? Mais oui, dans ce lieu réservé d'ordinaire à une mince élite de privilégiés !

Et c'est tout spécialement pour eux, et au profit des blessés, qu'était organisé le premier grand concert populaire de la Commune. Que de monde !

Un tel succès qu'il fut décidé de donner trois autres concerts pendant le mois de mai.

Quel enthousiasme quand la Bordas se mit à chanter «La Canaille» ! Toute la salle reprit en cœur, avec une certaine solennité prolétarienne

«C'est la canaille

Eh ! bien ? j'en suis !»

Lissagaray évoque cette ambiance culturelle toute nouvelle : «Trois orchestres jouent dans les galeries. Le cœur de la fête est à la salle des maréchaux. A cette place où dix mois auparavant, trônaient Bonaparte et sa bande, mademoiselle Agar déclame «Les Châtiments», malgré les journaux versaillais qui l'insultent. Mozart, Meyerbeer, les grandes œuvres d'art ont chassé les obscénités musicales de l'Empire. Par la grande fenêtre du centre, l'harmonie tombe dans le jardin. Les lanternes, les lampions joyeux constellent le gazon, dansent aux arbres, colorent les jets d'eau. Le peuple rit dans les masifs...».



Cette affichette, parmi tant d'autres, montre la volonté populaire de vivre intensément, de s'approprier beautés et richesses naturelles ou culturelles de leur ville.

Des clubs continuent à s'ouvrir dans la capitale. L'un d'entre eux, le club communal Nicolas-des-Champs publie un bulletin où il incite au développement dans tous les quartiers de cette forme de débat public : «Un grand acte révolutionnaire vient de s'accomplir : la population du 3^e arrondissement a enfin pris possession, pour faire l'éducation politique du peuple, d'un monument public qui, jusqu'à ce jour, ne servait qu'à une caste, ennemie-née de tout progrès...»

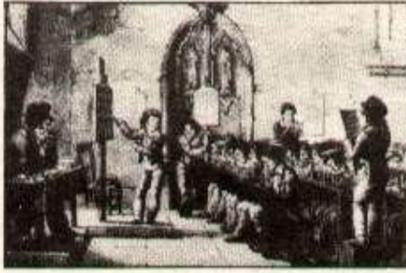
C'est à vous, citoyens de tous les arrondissements, que nous faisons appel.

Suivez notre exemple, ouvrez des clubs communaux dans toutes les églises, les prêtres pourront y officier dans le jour, et vous y ferez l'éducation du peuple le soir.

A l'œuvre donc, et vive la Commune !»

Livre conseillé : M. Choury «Le Paris communal» (Libr. acad. Perrin)

Lundi 8 mai 1871



En comptant sur leurs propres forces dès la première moitié du 19^e siècle, des sociétés ouvrières avaient ouvert des écoles mutuelles laïques

Le Père Duchêne commente la décision d'ouvrir la première école professionnelle, rue Lhomond : «Foutre ! voilà qui va satisfaire bougrement les sans-culottes ! Cette fois, il n'y a pas à dire non. Elle est fameusement révolutionnaire, l'affiche de ce matin sur l'enseignement professionnel ! Et rudement dans l'intérêt du peuple ! Hein ! Nom de dieu ! Est-ce tapé, ça mes enfants ! Avec ça, mes patriotes, si vos enfants ne deviennent pas plus tard des gars numéro un, et des bougres à poil, c'est qu'ils auront apporté en naissant un foutu naturel.

Et encore, nom de dieu !

Il y a bougrement des chances pour que ça les change, attendu que les hommes, c'est comme les plantes ! Quand le jardinier sait bien s'y prendre, ça pousse toujours haut et droit».

Quelles étaient donc ces discussions qui suscitaient, dans son langage vigoureux, l'admiration du Père Duchêne ? Eh ! bien d'abord l'opportunité pour les fils de travailleurs de continuer des études au-delà de 12 ans, eux que l'appât de profit des patrons utilisait d'ordinaire dans les ateliers dès l'âge de 6-8 ans, et cela 10 à 12 heures par jour, pour un salaire de famine.

Autre point révolutionnaire : le programme basé sur des matières scientifiques ou liées au réel (langues vivantes, dessin). C'était tourner le dos à l'enseignement traditionnel des collèges, tout englué de latin, de grec, de mythologie. Et puis, l'école n'est plus un lieu clos, régenté par une minorité intellectuelle : l'affiche incite les «ouvriers au-dessus de quarante ans» à venir y donner des cours !



Et Le Père Duchêne a bien raison de s'exclamer : «Plus de misère pour ces pauvres gamins. Plus d'atelier malsain, plus d'atmosphère empoisonnée ! Ce sont les enfants du peuple qui vont maintenant jouer sous les arbres des grandes cours, étudier dans les vastes salles, rire comme des fous dans les préaux !»

Hélas, la chute de la Commune restaurera l'exploitation de la main d'œuvre enfantine, comme le montre cette photo de «galibots», prise 40 ans plus tard.



En effet, l'étau versaillais se resserre autour des fortifications de Paris. Malgré une résistance très courageuse, le fort d'Issy tombe aux mains des «lignards» de Thiers.

Livre conseillé : B. Malon «La troisième défaite du prolétariat français»

Programme télé SAMEDI 7 MAI

TF 1

13 h 35 - Les musiciens du soir,
14 h 05 - Restez donc avec nous
18 h 05 - Trente millions d'amis. Magazine des animaux familiers
18 h 40 - Auto-Moto 1
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Le mort a disparu. Télé film 1974
22 h 00 - Concours eurovision de la chanson 77
24 h 00 - JOURNAL et fin des émissions

a 2

12 h 30 - Samedi et demi
13 h 00 - JOURNAL
13 h 15 - Samedi et demi (suite)
13 h 30 - Hebdo chansons- Hebdo musiques
14 h 10 - Les jeux du stade
17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 05 - La télévision des téléspectateurs en super 8
19 h 45 - La Tirelire
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - Les cinq dernières minutes : une si jolie petite cure
21 h 55 - Questions sans visage
22 h 55 - Les nouvelles
23 h 25 - Fin des émissions

FR 3

18 h 45 - Les yeux neufs
19 h 05 - Entracte
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les animaux chez eux
20 h 30 - Les samedis de l'histoire
22 h 15 - JOURNAL et fin des émissions

DIMANCHE 8 MAI

TF 1

12 h 00 - La séquence du spectateur
12 h 30 - Bon appétit
13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - C'est pas sérieux
14 h 15 - Rendez-vous du dimanche
15 h 45 - Direct à la une
17 h 05 - Qu'est-ce qui fait courir papa ? Série américaine.
17 h 30 - Le choc des mondes. Film américain
18 h 50 - Direct à la une (suite)
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - La colline des potences. Film américain
22 h 15 - Questionnaire
23 h 15 - JOURNAL et fin des émissions

A 2

12 h 10 - Toujours sourire
13 h 00 - Le Journal
13 h 25 - La Lognette
14 h 15 - Pom, Pom, Pom... pom
14 h 20 - Ces messieurs nous disent. Émission-jeu
15 h 40 - Tom et Jerry. Dessin animé
15 h 50 - Têtes brûlées. Série américaine
16 h 40 - Trois petits tours
17 h 25 - The muppet show. Série comique
18 h 00 - Pom, Pom, Pom... pom (résultats)
18 h 10 - Contre UT
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Le JOURNAL
20 h 30 - Musique and music
21 h 40 - Angloisses. Série britannique
22 h 45 - Les français et la contraception. Série documentaire
23 h 30 - Les nouvelles

FR 3

16 h 55 - Les grandes batailles du passé
17 h 50 - Espace musical
18 h 45 - Spécial dom-tom
19 h 00 - Exagonal
19 h 55 - JOURNAL
20 h 05 - Cheval, mon ami
20 h 30 - L'homme en question
21 h 45 - Aspects du court métrage français
22 h 20 - Journal
22 h 30 - Cinéma de nuit
Trafic en haute mer
24 h 00 - Fin des émissions

ce temps qu'on nous vole

defferre: operation metro

CE QUE RÉVELENT LES ÉTUDES MUNICIPALES

Dans les brochures très luxueuses que Defferre a fait distribuer dans certains quartiers de Marseille au cours de la dernière campagne municipale, on a pu lire dans une lettre ouverte de Gaston Defferre aux Marseillais : «L'urbanisation galopante a transformé nos villes en véritable enfer pour les enfants et les personnes âgées. La circulation toujours plus envahissante et plus dangereuse les rejette hors de la rue et les isole dans un logement trop exigu». Voilà certaines vérités que l'on entend que rarement dans les discours officiels. Mais quand on est maire d'une ville, et en pleine période électorale, comment transformé ce bilan de 24 ans de gestion continue «transformant les quartiers en enfer», en un moyen de propagande électorale pour

se maintenir encore 6 ans à la tête de Marseille ? Premièrement on cache soigneusement toutes les études faites par la municipalité elle-même lorsqu'elles sont vraiment trop défavorables.

Deuxièmement, on essaie de faire croire que demain on réalisera tout ce que l'on a détruit pendant un quart de siècle. Voici ce que cela donne avec Defferre : «Il n'y a pas de tâche plus belle, plus exaltante, que d'administrer une ville dans l'intérêt général, en travaillant pour tous ses habitants, en n'en négligeant aucun».

Au-delà de ces déclarations électorales, quelle est la réalité ?

Les premiers résultats d'une étude municipale sur «la restructuration du réseau du transport en commun», faite en septembre 76, sont en effet très instructifs sur les projets de Defferre et de son équipe.

La lecture de cette étude montre ce qu'est la «concentration encore plus poussée» proclamée à tous les coins de rue par cette municipalité «socialiste»: tromper consciemment la population marseillaise avec un plan bien

élaboré. Comme dans les municipalités de droite, pour atteindre ce but, Defferre ne lésine pas sur les moyens. Voici ce que dit cette étude : «Les enquêtes d'ordre psycho-sociologiques laissent à penser que les attentes des Marseillais, concernant le système de transports publics, sont actuellement concentrées sur le métro, qui bénéficie de son image parisienne; il ne semble pas que la population marseillaise perçoive

clairement que le métro, attendu avec impatience, se limitera à une seule ligne fin 77 et ne transportera alors qu'environ le quart de la clientèle globale» (si un service de bus est assez efficace pour collecter toute la «clientèle» des quartiers environnants la ligne du métro; dans le cas contraire, ce ne serait que 15% de la population qui bénéficierait du métro).

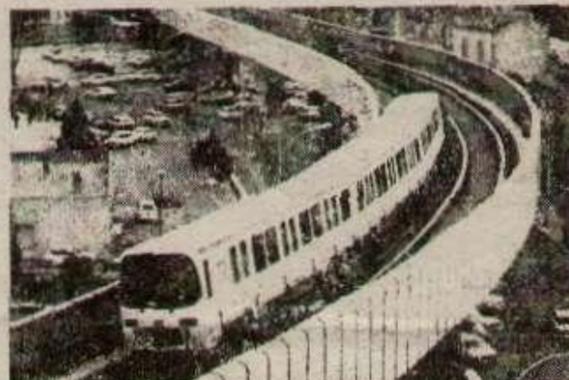
Ainsi, tout le grand tapage publicitaire sur la ligne de métro doit essayer de faire oublier aux Marseillais que son ouverture ne réglera en rien le problème des transports collectifs à Marseille.

L'étude municipale en question a donné lieu à trois articles importants publiés

par des usagers, n'est pas la préoccupation principale, loin s'en faut.

En effet, le réseau de desserte des autobus forme une étoile convergent vers le centre-ville où le nombre de passages journaliers est plus de 10 fois plus important que dans de nombreux quartiers périphériques. Ce qui provoque les absurdités suivantes dénoncées par les usagers : «Pour aller de Montolivet à St Jérôme, deux quartiers voisins, nous devons passer par la ville parce qu'il n'y a aucune ligne transversale. Il faut changer de ligne et utiliser encore deux tickets. Coût du déplacement aller-retour en tarif normal : 8,50 F!»

C'est un exemple parmi des dizaines d'autres.



Robert RIVIERE

URBANISME ET TRANSPORT

UNE POLITIQUE «COHÉRENTE»

Les objectifs de Defferre ne sont certes pas de faire de Marseille une ville pour les travailleurs, mais bien au contraire, une ville avec le moins possible de travailleurs. Que les travailleurs des quartiers périphériques soient «les plus pénalisés», qu'ils mettent jusqu'à une heure d'autobus pour faire 4 km, que les travailleurs français et immigrés soient entassés dans les foyers-taudis du quartier de la Porte-d'Aix et qu'ils respirent à pleins poumons les gaz d'échappement des milliers d'automobiles, camions et autobus qui risquent de les écraser à tout moment... tout cela ne gêne pas Defferre.

Le Centre-Directionnel, qui se veut être «le poumon administratif de la région marseillaise et de Fos» va entraîner la démolition des «quartiers immigrés» de la Porte-d'Aix sur les ruines desquels il «élèvera». Précisons que le Centre-Bourse, qui comprendra notamment 23 000 m² de surface commerciale, et qui est voisin du Centre-Directionnel, doit être ouvert au mois de septembre prochain. La publicité parue le 28 février dans «Le Provençal» de Defferre a le mérite d'enlever toute illusion au travailleur qui s'y croirait ad-

mis : «Le centre commercial c'est une authentique rentabilisation du centre-ville...»

Rien n'y sera gratuit, et surtout pas le parking de 1 850 places ! Et, bien évidemment, ce Centre prolongeant la Cannebière, sera bien desservi par la première ligne de métro et la seconde en projet.

Nous voyons là la parfaite cohérence dans la politique de Defferre en ce qui concerne aussi bien l'urbanisme que la politique des transports en commun : essayer de faire de Marseille une ville agréable à vivre pour la bourgeoisie marseillaise et la bourgeoisie française et internationale de passage. Cette logique-là explique aussi la construction d'une ceinture de parkings entourant l'hyper-centre, sans empêcher tous les véhicules individuels d'y pénétrer, puisque trois parkings les y attendront, à des prix prohibitifs pour les bourses ouvrières. Ainsi, les bourses-pleines pourront aller stationner jusque dans l'hyper-centre, tandis que les autres prendront les transports en commun qui ne s'amélioreront pas, alors que des lignes transversales ne sont même pas installées pour décongestionner le centre-ville !



Opération «portes ouvertes» au métro de Marseille, en février dernier. Un avant-goût du métro marseillais aux heures de pointe ?

dans «Le Provençal» de Defferre (les 3, 4 et 5 novembre 76) et dénonçant «la médiocre image de marque des transports en commun marseillais» sous deux premiers titres accusateurs : «En 20 ans, la RATVM a perdu la moitié de ses voyageurs» et «l'incertitude de la durée de l'attente dissuade de prendre l'autobus». Tout cela pour conclure non pas que Defferre et ses amis en portent l'entière responsabilité, mais que «le métro apparaît comme une panacée aux problèmes des déplacements» comme l'a écrit le journaliste obéissant aux ordres de Defferre. C'est une contre-vérité que démontrent les études municipales elles-mêmes. L'inté-

REMODELER LE RÉSEAU EN CRÉANT DES LIGNES TRANSVERSALES POUR SUPPRIMER L'ENTONNOIR DU CENTRE-VILLE

Une réelle consultation des usagers montre très clairement que cette action était et reste prioritaire. D'un coût financier très inférieur à celui du métro, elle permettrait d'améliorer considérablement le réseau au service des usagers. L'étude municipale ne dit-elle pas que «45% des véhicules particuliers, sortant de l'hyper-centre à la pointe du soir, n'en proviennent pas et le traversent, du fait de l'insuffisance des itinéraires d'évitement». Toutes les études municipales prouvent

que les habitants ne prennent pas les transports en commun parce qu'ils sont «les plus onéreux des réseaux français de province», d'une irrégularité décourageante («le plus important n'est pas la durée moyenne de l'attente, mais l'incertitude souvent grande de cette durée» dit le rapport), et d'une extrême lenteur : 3,5 km/h dans le centre-ville à certaines heures de pointe le soir ! Et en général «en heure de pointe du soir, la vitesse de circulation des autobus est inférieure à 10 km/h sur près de la moitié des itinéraires, où circulent plus de 30 véhicules par

heures»; 40% du temps de parcours est un temps d'immobilisation dû à la «congestion générale de la circulation».

Un remodelage du réseau répondant mieux aux besoins des usagers, en rendant moins indispensable l'usage quotidien de la voiture individuelle, décongestionnerait la circulation et améliorerait considérablement la rapidité des autobus : 19 millions d'heures de transport pourrait être gagnées à Marseille. Ce sont autant d'heures prises sur le repos, les loisirs, l'activité syndicale et la vie de famille !

UN RÉSEAU ROUTIER INADAPTÉ

Seulement 20% du réseau routier marseillais ont une largeur supérieure de 7 mètres, nécessaire au passage, sans danger, de deux autobus. A côté de cela, des centaines d'immeubles ont été détruits pour la voiture individuelle en ouvrant des rocade, des ponts aériens... pour faire entrer l'autoroute jusqu'aux abords du centre ville et dont la plupart ne permettent que d'améliorer la vitesse des véhicules individuels puisqu'ils sont interdits aux autobus contraints, eux, de s'arrêter à tous les feux rouges placés sous les rocades en question (ex : Plombières, Rabatau...). Dans sa brochure électorale Defferre ne se vante-t-il pas d'avoir fait démolir 850 immeubles, causant le déménagement de 2 000 familles, pour construire le dernier tronçon de l'autoroute Nord ?

De plus le métro va fonctionner sur les rares lignes où les transports en commun actuels donnent déjà satisfaction aux usagers sauf pour le tronçon La Rose-les-Chartreux, actuellement mal desservi, et auxquels il apportera une amélioration certaine.

UN RÉSEAU SNCF VOLONTAIREMENT ABANDONNÉ

Si le métro est un moyen de transport rapide et de grande capacité pouvant apporter une solution aux problèmes de circulation, il doit être complémentaire d'une politique globale de réhabilitation des transports en commun.

En fait de politique globale, si la desserte d'autobus est lamentable, il en est de même pour les lignes SNCF de banlieue et pour tous les villages et villes avoisinants. La SNCF qui participe aux études réalisées par la municipalité, «étudie les possibilités de développer l'exploitation» de certaines lignes vers l'Estaque, Septèmes et Aubagne. Les travaux ne seront pas faits avant le 8^e plan (81-85) «faute de crédits» justifie Defferre en essayant de masquer sa responsabilité et son entente avec la SNCF, et en mettant la priorité sur le métro qui aura coûté 150 milliards d'anciens francs avec l'inflation, soit le double des prévisions.